

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2234 - 27 mai 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

Espagne, Grèce, France...



PH. Globedia

**S'indigner
de ce système
et surtout
le changer**

p. 3 et 16

CAC 40

p.7

**Des milliards
de profits,
mais pour
quoi faire ?**

**1871, Paris
au pouvoir
des ouvriers**

**La Commune
n'est pas
morte !**

p.7



LO

11, 12 et 13 juin
à Presles (Val-d'Oise)

p. 8-9

**La Fête de
Lutte Ouvrière**

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Strauss-Kahn, Lagarde, Aubry et le FMI
- p. 5 ■ Sarkozy en Côte d'Ivoire
 - Procès de la dioxine en Savoie
 - Le scandaleux accueil des étrangers à la préfecture d'Evry (Essonne)
- p. 6 ■ Recrutement d'enseignants au Pôle Emploi
 - La nuit des écoles en Seine-Saint-Denis
 - Enseignants de La Courneuve
 - Manifestation à Romilly-sur-Seine
- p. 7 ■ Projet du PS pour l'enseignement supérieur
 - Sociétés du CAC 40 : des milliards de profits

Anniversaire

- p. 7 ■ La Commune de Paris-1871 : la semaine sanglante

La fête de Lutte Ouvrière

pages 8 et 9

Dans le monde

- p. 10 ■ Proche-Orient : rien de changé dans la politique de l'impérialisme américain
 - Palestine : la barbarie des crimes d'honneur
 - Répression au Maroc
- p. 11 ■ Dette des Etats
 - Italie : la FIOM capitule face au patron de la Fiat
- p. 16 ■ Espagne : défaite électorale socialiste et contestation des indignés

Dans les entreprises

- p. 12 ■ Renault Flins (Yvelines)
 - Continental Toulouse
 - Maternité-hôpital Delafontaine à Saint-Denis
- p. 13 ■ Montauban : grèves pour les salaires
 - Sécurité sociale, CPAM Paris
 - SNCF Région de Lyon
- p. 14 ■ La Poste Paris Rue du Louvre
 - La Poste emplois supprimés
 - Finances publiques Paris
- p. 15 ■ Hôpitaux de Moulins (Allier) et Sainte-Anne (Paris)
 - Centre hospitalier sud-francilien Corbeil-Essonnes

• Panneaux avertisseurs de radars

La petite grogne de députés UMP

Il n'en a pas fallu beaucoup pour que le gouvernement recule sur l'épineuse question des radars, après que soixante-treize députés de l'UMP eurent protesté contre la suppression des panneaux signalant leur présence sur les routes.

À peine Fillon a-t-il déclaré, mardi 24 mai devant les parlementaires du parti majoritaire, que « *le gouvernement ne reviendra pas sur la fin de la signalisation systématique des radars* », qu'il a été immédiatement contredit par son ministre de l'Intérieur, Claude Guéant. Celui-ci a annoncé qu'il suspendait le démontage de ces panneaux jusqu'à une concertation locale (après les élections de 2012?) Et qu'il allait les remplacer par des panneaux « pédagogiques », qui se contentent d'indiquer au conducteur qu'il va trop vite et qu'il risque des pénalités.

Face à la recrudescence des accidents mortels sur les routes, le gouvernement avait décidé de supprimer progressivement les panneaux signalant les radars, se justifiant par le fait que les automobilistes ne ralentissent qu'à ce moment-là pour

mieux accélérer une fois le radar dépassé. Cette mesure avait suscité un tollé, un certain nombre d'automobilistes n'entendant pas qu'on se mêle de leur façon de conduire, quelles qu'en puissent être les conséquences pour les autres. Des députés du parti majoritaire s'étaient faits le relais de la grogne émanant de ce milieu individualiste et bien souvent réactionnaire, avec d'autant plus d'empressement que, sur un tel sujet sans aucune implication économique et sociale, ils pouvaient à la fois complaire à leur base électorale et prendre quelques distances avec un Sarkozy en mauvaise posture dans les sondages. Ce même Sarkozy n'avait-il pas déclaré lui aussi quelques jours auparavant qu'il « *ne céderait pas sur cet objectif* » ?

On aurait bien aimé entendre ces députés protester avec la même vigueur contre les mauvais coups portés aux travailleurs et les milliards généreusement distribués aux plus riches !

Marianne LAMIRAL



• Usines chimiques Arkema Les fauteurs d'inflation

Le trust de la chimie Arkema vient d'annoncer des résultats en hausse pour le premier trimestre 2011. Le chiffre d'affaires est en hausse de 33 %, la marge brute d'exploitation est multipliée par deux et le résultat net se monte à 151 millions d'euros. De quoi réjouir les actionnaires. Mais pour les salaires des travailleurs, c'est la portion congrue.

Une bonne partie de la hausse du revenu de l'entreprise est due à la hausse des prix de

vente des produits Arkema : elle a été de 21 % d'une année sur l'autre. Cela fait plus que compenser la hausse des prix des matières premières. Et une des conséquences est la hausse des produits de grande consommation dérivés des produits Arkema. Ainsi, après la présentation des résultats du premier trimestre, Arkema annonce une hausse de 10 % du prix de l'eau de javel !

Correspondant LO

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière**

en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 23 mai

L'indignation, un premier pas s'il mène à la révolte consciente



Depuis le 15 mai, la grande place madrilène de la Puerta del Sol est occupée en permanence par des manifestants qui se nomment eux-mêmes « les indignés ». Indignés par la politique d'austérité menée par le gouvernement, indignés par le chômage qui monte – un Espagnol sur cinq et un jeune sur deux n'ont pas de travail –, indignés par la dictature des marchés, par le pouvoir des banquiers, par la corruption des milieux

dirigeants, indignés par tout le système.

Leur nombre est allé croissant. L'interdiction de manifester pendant le week-end dernier en raison des élections ne les a pas découragés.

Les commentateurs comme les manifestants font la comparaison avec ce qui s'est passé en Égypte, où l'action contre la dictature de Moubarak a pris la forme de l'occupation permanente de la place Tahrir au Caire. À Madrid cependant, l'indignation ne vise pas un homme mais tout un système.

Le quotidien *Le Parisien* rapporte cette phrase d'un occupant de la Puerta del Sol : « *Nous faisons de la politique avec un P majuscule.* » Pour les classes populaires, exprimer leur colère dans la rue est en effet une manière plus efficace de faire de la politique que de glisser un bulletin dans l'urne et espérer être sauvé du chômage, de l'effondrement du pouvoir d'achat et de la crise par un changement de majorité.

Après les travailleurs grecs, les travailleurs espagnols sont en train de faire la douloureuse expérience d'un gouvernement socialiste qui mène la même politique en faveur du grand patronat et des banquiers que Sarkozy ici, en France. L'austérité imposée par le gouvernement Zapatero est draconienne : baisse de 5 % des salaires des fonctionnaires, suppression de l'aide de 400 euros aux chômeurs en fin de droits, passage de l'âge de la retraite de 65 ans à 67 ans et gel des pensions.

Partout en Europe, la classe capitaliste essaie de préserver, voire d'augmenter le profit de ses entreprises en bloquant les salaires, en faisant faire plus de travail par moins de travailleurs, en aggravant l'exploitation. Partout en Europe, les gouvernements prennent prétexte de l'endettement de l'État pour réduire le nombre d'enseignants, de travailleurs des services pu-

blics et des transports collectifs. Ce sont pourtant les milliards déversés pour aider les banquiers et subventionner les patrons des grosses entreprises qui ont brutalement aggravé l'endettement des États.

La guerre de classe menée par la grande bourgeoisie contre les classes exploitées ne peut que s'aggraver avec la persistance de la crise économique. Elle nous frappe déjà ici, en France, mais nous n'avons pas encore tout vu !

En exprimant leurs désillusions envers les grands partis politiques et envers les faux espoirs d'une alternance gouvernementale, ceux de la Puerta del Sol ont fait un pas en avant. Mais il ne suffit pas de dénoncer les marchés financiers, le pouvoir des banquiers. Ni les uns ni les autres ne sont susceptibles de s'améliorer ou de se réformer, même sous la pression de la rue.

Sur la base de la propriété privée des entreprises et de la gestion capitaliste de l'économie, les classes exploitées n'ont pas d'autre avenir en cette période de crise que l'aggravation de leur sort. Mais elles peuvent se défendre et contre-attaquer. Il faut en être conscient : pour défendre notre droit à l'existence, il faut s'en prendre aux profits et à leur source, l'exploitation.

On peut se débarrasser de dictateurs comme Ben Ali ou Moubarak en leur criant « *Dégage !* ». Il faut être assez nombreux et assez déterminés pour faire peur à leurs protecteurs.

Mais cela ne suffit pas pour faire disparaître la dictature de la finance. Pour cela, il faut détruire le système capitaliste dans ses fondements : la propriété privée des moyens de production, l'exploitation. Il faut exproprier la bourgeoisie et réorganiser l'économie sous le contrôle des classes productives.

Pour y parvenir un jour, il est vital d'imposer les objectifs qui préservent nos conditions d'existence. Contre le chômage, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Contre la dégradation du pouvoir d'achat des salaires, leur indexation sur les hausses de prix, c'est-à-dire l'échelle mobile des salaires. Contre les politiques d'austérité qui frappent les exploités afin de financer les intérêts versés aux créanciers de l'État, l'expropriation des banques. Imposer cela constitue l'objectif pour les mois, les années à venir, pour empêcher les parasites qui dominent l'économie et la politique de ruiner la société et d'enfoncer les classes qui la font vivre.

Arlette LAGUILLER

• Santé

Les malades payent de plus en plus

Une étude de l'Assurance maladie publiée le 17 mai met en évidence une nette augmentation du nombre de médecins spécialistes pratiquant des honoraires libres et une augmentation de ces honoraires.

Dans certaines régions comme l'Ile-de-France, 90 % des spécialistes appliquent ces tarifs. L'accès aux soins devient très difficile pour une grande partie de la population.

Depuis des années, les gouvernements ont mis en avant le déficit de la Sécurité sociale pour justifier une politique aboutissant à la dégradation de la qualité des soins pour les milieux

populaires. Par contre ils ont tous eu le souci de maintenir et même d'augmenter les revenus des médecins. Ils ont aussi limité le nombre de médecins en formation, avec pour résultat de créer de véritables déserts médicaux dans les régions les plus pauvres mais en assurant à chaque médecin une clientèle nombreuse.

Depuis 1980, une partie des

médecins ont pu augmenter leurs honoraires au-delà du tarif fixé par la Sécurité sociale. Dans ce « secteur 2 », la part des soins qui n'est pas remboursée est plus importante et le malade paye donc lui-même l'augmentation du revenu des médecins. La pénurie organisée a permis à un nombre croissant de médecins de s'inscrire à ce secteur 2. Les malades ne pouvant pas trouver d'autre praticien sont bien obligés de s'adresser à eux.

Devant le succès du système, l'accès au secteur 2 a été rendu presque impossible en

1990 pour les généralistes et plus difficile pour les spécialistes. Aujourd'hui, au niveau national, 41 % des médecins spécialistes sont en secteur 2, mais cela recouvre des différences importantes selon les régions ou selon les spécialités. Par exemple 85 % des chirurgiens pratiquent ces dépassements d'honoraires aux dépens des malades.

Les médecins défendent cette situation en invoquant la faiblesse des tarifs conventionnels et l'augmentation de leurs charges, mais cela est bien hypocrite. La réalité, c'est que leurs

revenus ont considérablement augmenté grâce à l'argent des malades qui peuvent payer ces tarifs libres. Les autres attendent des mois des consultations de spécialistes, ou même renoncent à se soigner.

Année après année, l'accès aux soins et leur qualité se dégradent pour les milieux populaires. Il est regrettable de constater qu'une grande partie des médecins ne s'opposent pas à cette évolution mais en tirent parti financièrement.

Jean POLLUS

• Bilan de Strauss-Kahn au FMI

Pas mieux que les autres

En marge des articles consacrés aux démêlés de Strauss-Kahn avec la justice américaine, la presse ne craint pas de multiplier les hommages à son bilan à la tête du Fonds monétaire international. Ce dernier serait devenu grâce à lui plus démocratique, plus humain, aurait retrouvé une « nouvelle jeunesse » et acquis une « nouvelle légitimité ». Et c'est tout juste si ce n'était pas grâce à lui que l'Europe et le monde seraient sortis de la crise, et que la Grèce, l'Irlande et aujourd'hui le Portugal auraient échappé à la catastrophe.

Faire de Strauss-Kahn – et du FMI – le sauveur des peuples, il faut oser ! Quand il a été nommé directeur général du FMI, grâce au soutien de Sarkozy et des grands États européens et avec l'accord des États-Unis, et après une campagne auprès des pays membres promettant une réforme de l'institution, cette dernière, qui avait vu son activité de prêts aux pays en difficulté se ralentir, traversait effectivement une mauvaise passe financière. Elle affichait même un déficit de 200 millions de dollars. En fait de réforme, l'une des premières actions de Strauss-Kahn au FMI fut d'annoncer le licenciement de 400 personnes, soit 15 % du personnel de l'institution.

Quant à sa démocratisation promise, elle a accouché d'une souris. Sous l'égide de Strauss-Kahn, le FMI s'est borné à donner un peu plus de droits de vote à de grands pays dits émergents, comme la Chine et le Brésil, mais pas au point de menacer la domination des riches États impérialistes sur l'institution – et en premier lieu celle des États-Unis, dont le droit de veto sur toutes les décisions n'a pas été remis en cause.

Avec l'éclatement de la crise bancaire et financière à partir de 2007, à défaut d'une nouvelle jeunesse, le Fonds fut remis à flot lors de la réunion du G20 en avril 2009 à Londres, qui lui ouvrit un crédit de 750 milliards de dollars destinés à renflouer

en urgence, sous forme de prêts, les budgets des États européens menacés de faillite par la crise bancaire.

Depuis la nomination de Strauss-Kahn, le FMI est ainsi intervenu successivement, seul ou en coopération avec l'Union européenne, en Hongrie, en Lettonie, en Roumanie, en Ukraine, en Islande, en Grèce, en Irlande, et maintenant au Portugal. Avec à chaque fois, en contrepartie des prêts et

pour garantir leur remboursement, la mise en place de plans d'austérité drastiques imposés aux populations, et d'un pays à l'autre les mêmes

recettes : baisse du salaire des fonctionnaires, recul de l'âge de la retraite, baisse des pensions, privatisation des services publics, augmentation des impôts indirects, coupes claires dans les budgets de l'éducation et de la santé... De quoi plonger dans la misère des populations déjà appauvries par la crise.

En venant au secours des États surendettés, ce sont en fait les banques européennes – britanniques, allemandes, françaises, espagnoles... – créancières de ces États que le FMI comme les États européens veulent sauver. Mais ce sont les peuples qui paient la note. Avec Strauss-Kahn, rien n'a changé : comme ses prédécesseurs au FMI, il a fait payer les pauvres pour enrichir les banques.

Jean-Jacques LAMY



• Aubry - Lagarde

Même combat ?

À l'occasion d'une interview le 22 mai, Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, a déclaré que le remplacement de Dominique Strauss-Kahn par Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, à la tête du FMI « serait une très bonne chose pour notre pays et pour l'Europe ». Elle a ajouté qu'au-delà de ses « divergences » avec la ministre UMP, elle la considère comme « une femme respectable ». Beau renvoi d'ascenseur après que, il y a quelques années, Sarkozy a soutenu la candidature du socialiste Strauss-Kahn.



RENVOI D'ASCENSEUR

Parmi les quelques « bonnes choses » qu'on peut mettre au crédit de la ministre Lagarde, on trouve la suppression de la taxe professionnelle, qui va accroître le trou dans les finances des collectivités locales, les aides aux entreprises qui drainent l'argent public vers les coffres privés, la réforme de l'impôt sur la fortune qui est un vrai cadeau aux plus riches des plus riches. En ce qui concerne l'Europe, Lagarde a affirmé

récemment sa détermination à ne pas faire de cadeau aux pays endettés et par exemple à refuser à la Grèce toute remise de dette « sous toutes ses formes ».

Pour ce qui est de la « respectabilité », il faudra peut-être attendre un peu de voir si un procureur, sollicité d'ailleurs par des députés socialistes, va ouvrir une enquête sur Christine Lagarde pour abus d'autorité dans l'affaire Tapie.

Dans le procès qui l'oppose au Crédit Lyonnais, l'aventurier de la finance, plutôt bien vu de l'Élysée, a obtenu près de 380 millions d'euros, une indemnisation couvrant plus que ses dettes, grâce à un arbitrage organisé par la ministre. Quant aux « divergences », on aura du mal à les trouver. Dans le domaine économique et financier, le programme de soutien aux banquiers et d'économies sur le dos de la population est le même, qu'on se dise de droite ou de gauche. Et cela qu'on s'appelle Martine Aubry ou François Hollande, qui lui aussi a dit n'avoir « aucune réserve » sur la personne de Lagarde, en raison de ses « compétences ». Ce ne sont pas les gouvernements « socialistes » de Grèce ou d'Espagne qui prouveront le contraire.

Sylvie MARÉCHAL

• FMI

Pour les peuples victimes de l'impérialisme Une succession sans enjeu

Christine Lagarde est pressentie pour être la candidate des principaux pays européens à la tête du FMI, malgré d'éventuels démêlés judiciaires à venir pour avoir favorisé Tapie dans le procès qui opposait celui-ci au Crédit Lyonnais. Les ministres des Finances allemand et britannique lui ont déjà apporté leur soutien, avant même qu'elle ne déclare officiellement sa candidature.

Le FMI a toujours été un instrument de l'impérialisme pour dominer les pays pauvres et a joué un rôle de plus en plus important à partir du début de la crise, dans les années 1970. Disposant de fonds propres fournis surtout par les grandes puissances (quoiqu'il représente officiellement 187 pays) il est intervenu récemment, depuis l'aggravation soudaine

de la crise en 2008, en Grèce, en Irlande, au Portugal et en Roumanie.

On peut constater que son « aide » et les « plans de sauvetage » auxquels il contribue se caractérisent avant tout par des mesures drastiques pour faire des économies sur les dépenses publiques. Ce n'est pas une nouveauté, les interventions du FMI ont toujours pour conséquence des catastrophes sociales, en enserrant encore plus les pays pauvres dans les griffes des banquiers et des capitalistes. Et cela quels que soient ses directeurs successifs et leur couleur politique.

Par accord tacite entre les grandes puissances, le directeur du FMI est jusqu'à présent européen, tandis que la présidence de la Banque mondiale, autre organisme entre les mains et au service de l'impérialisme, est confiée à un Américain. Il n'est pas exclu que les

États-Unis aient vu avec l'affaire DSK une occasion d'écartier les Européens de la tête du FMI et qu'ils puissent soutenir l'une des candidatures annoncées face à celle de Lagarde, issues des pays hypocritement dits « émergents ». On parle de candidats du Mexique, de la CEI, de Chine ou d'Inde. Mais les États européens, premiers contributeurs financiers au sein du FMI, semblent bien décidés à faire front pour garder la direction de l'organisation.

Ce « débat » sur la succession de DSK est révélateur des rivalités d'intérêts qui divisent les pays impérialistes. Mais même si un directeur issu d'un pays « émergent » était choisi, ce choix serait surtout symbolique. Car ce serait évidemment les intérêts des grandes puissances, et éventuellement la plus forte d'entre elles, les États-Unis, qui prévaudraient.

Pierre MERLET

• Sarkozy en Côte d'Ivoire

Une présence militaire dans l'intérêt des trusts

Si Sarkozy était le seul chef d'État occidental venu s'afficher le 21 mai en Côte d'Ivoire à la cérémonie d'investiture d'Alassane Ouattara, il n'était pas le seul représentant français. On y retrouvait également les chefs de file des principaux trusts présents dans le pays, comme Martin Bouygues, dont le groupe occupe une place prépondérante dans les travaux publics, Vincent Bolloré, dont le groupe contrôle les activités portuaires et les transports, et Michel Roussin pour le groupe Veolia.

Dans son discours, Ouattara n'a pas économisé les louanges vis-à-vis de son « ami » de longue date et de la France. Il est vrai que son clan doit beaucoup aux troupes françaises, dont le rôle a été déterminant dans la guerre civile qui l'opposait au clan de Laurent Gbagbo pour la présidence de l'État ivoirien.

Profitant de ce voyage, Sarkozy a de son côté tenu à rassurer les quelque 600 entreprises et 15 000 ressortissants français, travaillant pour le compte des grandes entreprises ou venus faire rapidement fortune dans ce pays. Il leur a affirmé que, contrairement

aux engagements de retrait pris en 2009, il maintiendrait des troupes françaises sur le sol ivoirien. « *Nous garderons toujours une présence militaire en Côte d'Ivoire pour protéger nos ressortissants* », a-t-il déclaré.

En fait, depuis des décennies que les troupes françaises interviennent en Afrique et plus particulièrement en Côte d'Ivoire, leur présence a toujours été liée, que ce soit sous la présidence d'Houphouët-Boigny ou de Gbagbo, à la défense des intérêts de l'impérialisme et des grands trusts français. Le nouvel accord de défense entre les deux pays va dans le même sens : la France devrait aider à la reconstruction de l'armée ivoirienne et Ouattara sera flanqué d'un conseiller militaire français.

La Françafrique, ce réseau de complicités liant les dirigeants africains aux trusts et aux représentants de l'impérialisme français, a de beaux jours devant elle. Quant à Bouygues, Bolloré et autres, ils peuvent être rassurés : le nouveau président ivoirien, qui doit tant à Sarkozy, ne devrait rien leur refuser.

Roger MEYNIER

• Préfecture d'Évry (Essonne)

Accueil des étrangers : une situation scandaleuse

À la préfecture d'Évry, les étrangers se pressent par centaines tous les jours pour renouveler leurs papiers. L'attente commence au cœur de la nuit. Au petit matin, la préfecture distribue 150 tickets... aux quelque 600 personnes présentes chaque jour. Les chanceux ont alors gagné le droit de faire la queue de l'autre côté des grilles, où ils reçoivent de nouveaux tickets. Mais il arrive souvent que cela ne serve à rien et il faut alors revenir le lendemain, voire le surlendemain, pour un nouveau parcours du combattant, attendre encore et toujours des heures en plein air, sans pour autant être assuré d'être reçu.

Certains travailleurs étrangers ont ainsi été obligés de poser des congés auprès de leurs employeurs pour pouvoir faire

renouveler leur carte de séjour. Après des heures et des heures d'attente dans des conditions épouvantables, sans endroit pour s'asseoir, sans abri, sans hygiène, des bousculades et des heurts éclatent régulièrement.

S'il y a tant de monde à Évry, c'est que plusieurs centres d'accueil ont été récemment fermés. Dès lors, les étrangers viennent à la préfecture de l'Essonne pour renouveler leurs papiers ou même signaler un simple changement d'adresse. Et cette situation ne pourra qu'empirer puisqu'il est prévu de fermer les autres centres du département. Tous seraient regroupés à Évry ou à Palaiseau, la sous-préfecture.

L'État n'a nullement l'intention de mettre un terme à cette situation dégradante pour les étrangers. Ses représentants

locaux l'organisent même, appliquant à la lettre la politique du gouvernement Sarkozy-Guéant, faite de tracasseries administratives, de brimades et d'expulsions. Ce serait pourtant le minimum que ces étrangers qui viennent à Évry pour renouveler leurs papiers, qui travaillent et payent leurs impôts en France, soient accueillis dignement !

Correspondant LO

• Procès de la dioxine en Savoie

L'exploitant condamné... à une amende !

Le tribunal d'Albertville, en Savoie, a condamné à 250 000 euros d'amende une filiale de Suez-Environnement exploitant un incinérateur d'ordures construit à Gilly-sur-Isère, qui pendant des années avait pollué par ses fumées toxiques les communes situées dans un rayon d'une dizaine de kilomètres. L'entreprise devra aussi verser 80 000 euros de dommages et intérêts aux différentes associations qui s'étaient portées parties civiles.

La fermeture de cette usine appartenant à un syndicat intercommunal du secteur d'Albertville (Simigeda) avait été décidée en octobre 2001, après que des analyses eurent révélé un taux de dioxine, polluant cancérigène, dépassant 750 fois les normes autorisées. L'année suivante, constatant des cas anormalement élevés de cancers dans la région, près de 200 riverains avaient porté plainte pour homicide involontaire et mise en danger de la vie d'autrui. La pollution avait également atteint le bétail de cette région d'élevage, où des milliers d'animaux furent être abattus, et elle

avait contaminé les œufs et les produits laitiers.

L'instruction dura cinq années, pendant lesquelles deux préfets furent mis en examen avant que la procédure ne soit annulée « faute de charges suffisantes » et

que le Simigeda, présidé par le maire d'Albertville, ne soit dissous opportunément avant l'ouverture du procès ! Lors de celui-ci, qui se tint finalement en novembre 2010, des représentants des riverains manifestèrent leur colère devant le fait que personne n'était responsable : ni les élus locaux ni le Simigeda, tandis que des expertises affirmaient qu'il n'y avait pas de « *lien de causalité certain entre la pollution à la dioxine et les cancers* ». Seule Norvegie, la filiale de Suez-Environnement, fut mise en cause, le procureur



de la République ayant jugé « *cynique de faire fonctionner cette usine pendant des mois et des mois et empoisonner l'environnement pour des raisons purement économiques* ».

Les beaux discours sur l'écologie, sur la nécessité de protéger la nature et la santé des êtres vivants, les élus et les entreprises même les plus polluantes n'en sont pas avares. Mais ce procès illustre bien le mépris dans lequel ils tiennent les populations victimes de leurs agissements.

Marianne LAMIRAL

Les frontières, un vrai cinéma

Le 19 mai, deux jeunes actrices marocaines, vedettes d'un film marocain sélectionné pour la Quinzaine des réalisateurs du festival de Cannes, ont été refoulées à leur arrivée à l'aéroport de Nice.

Officiellement invitées, puisqu'elles tiennent dans ce film les rôles principaux, et attendues à l'aéroport par leur équipe, elles n'en ont pas moins été réexpédiées séance tenante

à Casablanca. Scrupuleusement en règle, soigneusement munies d'un visa, elles n'auraient pas été en possession d'un autre papier lié à leur autorisation...

Si on n'en est pas aux horreurs du film Welcome sur les immigrants dits clandestins, on est assez proche de Bienvenue dans la jungle... et encore bien loin du gadget sarkozien : l'Union pour la Méditerranée.

V.L.

Contre la politique raciste et anti-immigrés

Contre la politique raciste et inhumaine du gouvernement, pour la régularisation des sans-papiers, des dizaines d'associations, syndicats et partis, dont Lutte Ouvrière, appellent à manifester dans de nombreuses villes, samedi 28 mai.

**Manifestation le 28 mai
à 14 heures à Paris de Barbès-Rochechouart à République**

• Seine-Saint-Denis La nuit des écoles

Partout en France, à l'initiative de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves et des enseignants) des parents ont organisé des suppressions d'écoles pour protester contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Partout, on se rend compte de la dégradation que ces suppressions engendrent à tous les niveaux. En France ce sont 1 500 classes qui disparaissent, deux tiers en élémentaire et un tiers en maternelle, alors que 4 900 nouveaux élèves sont attendus. Et c'est dans les villes populaires que les conséquences seront les plus dramatiques.



C'est pourquoi cette « nuit des écoles » a connu un franc succès en Seine-Saint-Denis, réunissant notamment à Saint-Denis plus de soixante parents à l'école Jules-Vallès, et à Saint-Ouen, à l'école Michelet, une quarantaine de parents. Cela a été l'occasion de parler avec les enseignants de la dégradation des conditions d'apprentissage pour les enfants mais aussi de se retrouver pour discuter du devenir de l'école.

Avant même ces nouvelles suppressions de postes, à la rentrée 2010 à Saint-Denis, il manquait de nombreux instituteurs qui n'avaient pas pu être nommés, faute d'un recrutement suffisant. Finalement les postes ont bien été pourvus en prenant sur le contingent des instituteurs remplaçants. Le résultat ne s'est pas fait attendre: quand un instituteur est malade, il n'est pas remplacé et les enfants sont répartis dans les autres classes, portant les effectifs par classe à 28, voire 31 enfants. Et c'est tous les jours que le même casse-tête se répète pour les directeurs d'école. Comment répartir les enfants? Comment ne pas surcharger toujours le même enseignant?

À Saint-Ouen, selon la déléguée de parents d'élèves, 66 % des demi-journées d'absence des enseignants n'ont pas été remplacées. Le

quotidien de l'enseignant c'est d'avoir quasi en permanence maintenant 31 élèves, alors qu'il n'en avait que 26. Quant aux enfants, ils sont séparés des camarades qu'ils côtoient habituellement et baladés dans les classes. Et lorsque par bonheur il y a un remplaçant, c'est de plus en plus souvent un jeune étudiant non formé, jeté là par le rectorat et obligé de commencer son métier dans les pires conditions.

À cela s'ajoute la suppression des instituteurs formés pour aider les élèves en grande difficultés (les Rased). Dans certaines écoles, la disparition de maîtres formés à l'aide psychologique ou à une aide spécialisée laisse les enseignants complètement démunis. L'inspection académique oppose à ces revendications au mieux la langue de bois, au pire le mépris. Ce serait aux enseignants d'adapter leur pédagogie, répond-elle. Mais le constat fait par les enseignants et les parents est bien différent. Pour eux, il faudra agir comme en 1998 et opposer à ce mépris un mouvement d'ensemble des parents et des enseignants pour exiger des moyens supplémentaires, c'est-à-dire normaux.

Aline URBAIN

• Recrutement d'enseignants par Pôle emploi Des remplaçants qui coûtent moins cher

Jeudi 26 mai, l'académie de Paris organisait avec Pôle emploi une journée de recrutement d'enseignants. Durant l'année scolaire, le manque de remplaçants en cas d'absence de professeurs s'est fait sentir de façon aiguë, à tel point que le rectorat avait déjà fait appel à Pôle emploi pour en trouver, démarche encouragée par Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale. Les postes à pourvoir concerneraient vingt-cinq disciplines, c'est-à-dire qu'ils couvrent un large éventail des matières enseignées.

En agissant ainsi, le rectorat de Paris reconnaît qu'il n'a plus aucune réserve d'enseignants susceptibles de remplacer ceux qui sont en congé, que ce soit

pour maladie, maternité ou formation. Le nombre de titulaires remplaçants a été réduit comme peau de chagrin, et même les vacataires font défaut. Mais au lieu de s'en prendre au gouvernement et de demander que, dans l'intérêt des élèves, on arrête de supprimer des postes, les recteurs, dont celui de Paris, choisissent de colmater les brèches tant bien que mal. Le montant de la prime au mérite que touchent ces hauts fonctionnaires dépendrait-il du nombre de postes supprimés dans leur académie?

Le rectorat de Paris a affirmé qu'il vérifiera que les enseignants recrutés au travers de Pôle emploi ont les diplômes requis. Mais une chose est sûre,

c'est qu'ils seront lancés sans formation dans des classes, changeant d'établissement et de niveau d'élèves au hasard de leurs affectations. Et alors qu'ils vont cumuler les difficultés, ils seront bien moins payés que ne le sont les titulaires remplaçants.

Le gouvernement fait ainsi d'une pierre deux coups: d'un côté il fait des économies en nommant du personnel précaire, payé moins cher, et sans rien déboursier pour le former, et de l'autre il pourra clamer que chaque élève a eu un enseignant devant lui, et tant pis si celui-ci a du mal à faire passer les connaissances.

Marianne LAMIRAL

• Enseignants de La Courneuve Faire face aux attaques contre l'éducation

Mardi 10 mai, les enseignants du lycée professionnel Arthur-Rimbaud à La Courneuve étaient en grève contre le passage programmé de 24 à 30 élèves dans la filière sanitaire et sociale à la rentrée prochaine. Ils s'étaient rendus ce jour-là dans plusieurs établissements afin de prendre des contacts et proposer une réunion publique faisant le point sur les attaques contre l'éducation dans les écoles, collèges et lycées de la ville.

En fin de semaine, quarante enseignants de dix établissements différents, des conseillers municipaux du PCF et de Lutte Ouvrière, et des représentants de parents d'élèves de La Courneuve se sont donc réunis. Lors de la discussion il est clairement apparu que Luc Chatel, le ministre de l'Éducation, ment effrontément quand il prétend que les suppressions de postes et ses autres réformes n'ont pas de conséquences négatives sur la qualité de l'enseignement.

Ainsi, le non-remplacement des instituteurs absents se chiffre en centaines de journées depuis la rentrée dans les écoles de la ville, dont 18 sur 21 sont en ZEP. Pour la seule école Jules-Vallès, 60 journées n'ont pas été remplacées.

Concernant le Réseau d'aide et de soutien aux élèves en difficulté (Rased) qui est censé permettre aux élèves ayant des difficultés d'apprentissage d'être pris en charge par des enseignants spécialisés, de nombreux postes ont là aussi été supprimés, alors que sur

le bassin auquel appartient La Courneuve 60 % des postes de Rased ne sont déjà pas pourvus! Le président de la FCPE a souligné l'importance de ce préjudice dans le premier degré, qui est un lieu primordial de socialisation et d'apprentissage, en particulier pour les enfants de familles non francophones.

Malgré les insistances de la maire pour obtenir l'ouverture de sections pouvant accueillir les 360 enfants supplémentaires attendus, seulement quatre nouvelles sections sont actuellement programmées par l'inspection académique.

Au cours de cette rencontre,

Correspondant LO

• Romilly-sur-Seine (Aube) Manifestation contre les suppressions de postes



Samedi 21 mai une manifestation a eu lieu, à l'appel de la FCPE, de syndicats et partis politiques dont Lutte Ouvrière, à Romilly. Dans cette ville de 15 000 habitants, loin des 120 000 habitants de l'agglomération troyenne, le jour du marché, plus d'une centaine de personnes ont défilé depuis la Bourse du travail jusqu'à la mairie.

En effet, pour la rentrée prochaine, un cinquième du total des postes supprimés dans le département de l'Aube le seront à Romilly-sur-Seine.

bien d'autres situations difficiles pour les enseignants et les élèves ont été rapportées et dénoncées, car partout le droit à l'enseignement est attaqué, entre autres par les massives suppressions de postes. Dans les villes et les zones populaires, comme à La Courneuve, les conséquences sont catastrophiques.

Lors de cette première réunion à l'échelle de la ville, l'idée d'une journée « Ville morte pour l'éducation » a été discutée. Une nouvelle réunion est prévue jeudi 26 mai.

Correspondant LO

Correspondant LO

• Projet du PS pour l'enseignement supérieur

Dans la continuité de la droite

La direction du Parti socialiste, dans un document, développe son programme pour l'enseignement supérieur en vue de la prochaine élection présidentielle. On y lit que le PS ne compte pas remettre en cause la loi sur l'autonomie des universités (dite LRU) qu'a fait voter le gouvernement Fillon. Cette loi, qui en 2008-2009 avait mobilisé étudiants et enseignants contre elle, développe la précarité à l'université, accroît la présence du privé dans les universités et met celles-ci en concurrence entre elles pour attirer les capitaux privés, forcément au détriment des universités les moins prestigieuses. Tout cela vise à mieux permettre à l'État de se désengager financièrement des universités et à soumettre un

peu plus le monde universitaire à celui de l'entreprise. Pour justifier ce choix, le programme socialiste vante les vertus de la compétition entre chercheurs, compétition qui est selon le Parti socialiste « un moteur de la recherche ».

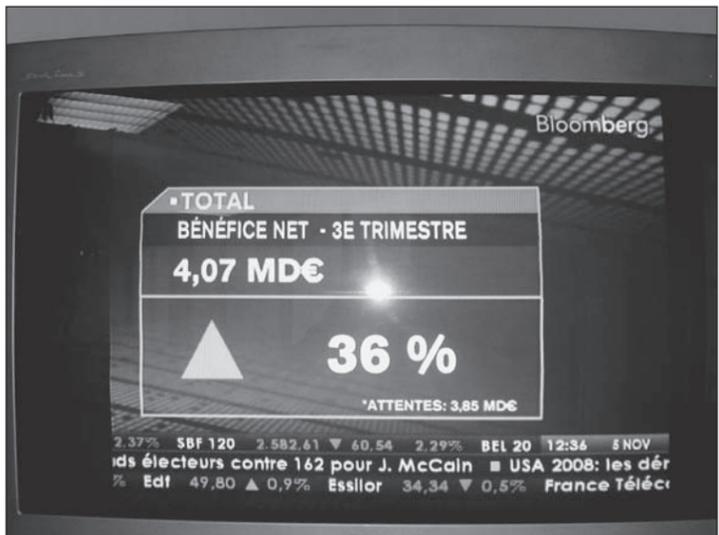
Quant à la nécessaire revalorisation du budget de l'enseignement supérieur qui subit l'austérité depuis des années, le Parti socialiste ne s'engage sur aucun chiffre car, vous comprenez, « c'est trop tôt pour détailler cela ».

Bref: il en va de l'enseignement supérieur comme du reste: le PS ne s'engage absolument pas, s'il revient au pouvoir, à remettre en cause les mesures de régression sociale décidées par la droite.

Stéphane FORT

• Sociétés du CAC 40

Des milliards de profits à ne savoir qu'en faire



Selon le journal économique *Les Échos*, en 2010 les sociétés du CAC 40 ont accumulé une trésorerie de 170 milliards d'euros. C'est un peu plus que le déficit du budget de l'État la même année (148,8 milliards d'euros). Et c'est beaucoup plus que le déficit du régime général de la Sécurité sociale (23 milliards d'euros en 2010).

Parmi les groupes qui ont gagné le plus d'argent, EADS occupe la première place (16 milliards d'euros) devant Total (15,6 milliards). Viennent ensuite GDF-Suez (14,5 milliards) et EDF (13,4 milliards). La nouvelle fera plaisir aux usagers qui voient – et verront dans les mois qui viennent – leur note d'essence, de gaz et d'électricité exploser.

Le journal qui publie ces chiffres parle de trésor de guerre. À juste titre. Car c'est bien de guerre qu'il s'agit, celle que mène la grande bourgeoisie contre les travailleurs et contre la population laborieuse. Ces milliards accumulés en période de crise ne viennent pas du développement de la production mais, comme le dit un « expert » cité par le journal, « d'importants efforts sur les coûts durant la crise », autrement dit d'abord de la mise au chômage, total ou partiel, de centaines de milliers de travailleurs et de la sur-exploitation des autres, mais aussi – quand il s'agit de sociétés de service – de la mise en coupe réglée des consommateurs.

Jean-Jacques LAMY

Les Versaillais fusillèrent sans jugement les derniers Communards, appelés aussi fédérés car partisans d'une fédération de communes, contre un mur du cimetière du Père-Lachaise, appelé depuis le mur des Fédérés.



La Commune de Paris Malgré la semaine sanglante, « l'œuvre de la Commune n'est pas morte » (Lénine)

Durant 72 jours, du 18 mars 1871 au 21 mai, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, les travailleurs s'étaient retrouvés au pouvoir. Ce pouvoir qui donnait raison aux ouvriers contre les patrons, qui regroupait des élus révocables, rémunérés au salaire d'un ouvrier, qui avait supprimé l'armée permanente, avait défié la bourgeoisie en montrant la capacité des travailleurs à construire une société sans exploitation.

La Commune de Paris souleva l'enthousiasme des travailleurs des villes du pays. Des Communes furent proclamées dans nombre de grandes villes de province. Mais dès le 4 avril, tous ces mouvements avaient déjà avorté. La classe ouvrière, qui fut l'élément le plus dynamique des mouvements en province, ne réussit pas à en garder la direction. « Partout vainqueurs au premier choc, les travailleurs n'avaient su que crier "Vive Paris". Mais du moins ils prouvèrent leur vigueur, leur fierté », dit Lissagaray, journaliste et membre de la Commune.

À Versailles, où le pouvoir bourgeois s'était réfugié le 18 mars par peur des travailleurs en armes, les conservateurs comme les républicains, unis dans leur haine des travailleurs insurgés, préparaient cependant leur revanche. Thiers, vieux politicien monarchiste, chef du pouvoir exécutif s'efforçait d'isoler Paris. Les politiciens bourgeois des villes de province s'employaient à neutraliser la classe ouvrière et à faire échouer les insurrections dans le reste du pays. Thiers voulait reconstituer une armée capable de réprimer les ouvriers parisiens insurgés. Il obtint pour cela l'aide de Bismarck, chef du pouvoir prussien, qui accepta de libérer les soldats français faits prisonniers lors de la guerre.

La Commune ne tenta rien contre Versailles au moment où elle était en position de force, au lendemain du 18 mars, pas plus après le 3 avril, quand les attaques contre Paris commencèrent, montrant déjà avec quelle sauvagerie l'armée versaillaise comptait mener la guerre civile.

Comme l'écrivit plus tard Lénine: « Au lieu de couronner sa victoire à Paris par une offensive résolue sur Versailles, elle temporisa et donna au gouvernement de Versailles le temps de rassembler les forces ténébreuses et de se préparer à la semaine sanglante de mai. »

Le dimanche 21 mai, l'armée versaillaise, profitant de la désorganisation de l'armée de la Commune, entra dans Paris par le secteur de la porte de Saint-Cloud. Ce ne fut que le lundi 22 mai que la population apprit l'entrée de l'armée versaillaise. La résistance commença alors à s'organiser. Les barricades s'élevèrent un peu partout ralentissant l'avancée des troupes. Mais le 28 mai, la Commune était vaincue.

La répression fut à la hauteur de la haine et de la peur que les ouvriers au pouvoir avaient inspirées à la bourgeoisie. Il y eut de 25 000 à 30 000 morts, des ouvriers, des gardes nationaux, des femmes et des enfants fusillés sans jugement, leurs corps mutilés et jetés dans les fosses publiques. Quarante mille Communards furent faits prisonniers. Vingt-quatre conseils de guerre fonctionnèrent pendant quatre ans pour les juger. Il y eut des milliers de déportés. Les Versaillais fusillèrent sans jugement les derniers Communards pris les armes à la main contre un mur du cimetière du Père-Lachaise, appelé depuis le mur des Fédérés. 147 de ces combattants de la Commune furent ainsi fusillés. Mais comme le dit une des chansons révolutionnaires de la Commune, elle n'était pas morte pour autant.

Malgré ses faiblesses, ses hésitations, malgré toutes ses limites, la Commune montra à des générations de militants ouvriers ce dont la classe ouvrière est capable,

mais aussi ce dont les travailleurs ont besoin pour vaincre. Pour Marx, et plus tard pour les dirigeants de la révolution russe de 1917, Lénine et Trotsky, l'expérience de la Commune confirmait la nécessité pour la classe ouvrière d'être préparée, d'avoir un parti défendant réellement ses intérêts politiques, un parti réellement communiste.

Trente-six ans plus tard, en 1917, les travailleurs russes s'emparaient du pouvoir et créaient un État ouvrier, cette fois à l'échelle d'un continent. On raconte que Lénine dansa dans la neige quand le pouvoir ouvrier soviétique dépassa les 72 jours d'existence de la Commune. Trotsky tirait ainsi les leçons de la Commune en février 1921: « Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français, plus qu'aucun autre prolétariat, a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes communales qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant. (...) Combien de temps l'histoire nous donnera-t-elle pour nous préparer? Nous ne le savons pas. (...) Mais, cette fois, l'action sera plus ferme, plus concentrée. Les héritiers de Thiers auront à payer la dette historique, intégralement. »

Aline RETESSE

Le 28 mai au mur des Fédérés du Père-Lachaise

Pour le 140^e anniversaire de la Semaine sanglante de mai 1871, qui vit l'écrasement de la Commune de Paris, et à l'initiative de l'association « Les Amis de la Commune de Paris 1871 », différents partis et organisations, dont Lutte Ouvrière, manifesteront au mur des Fédérés

Le 28 mai à 14 h 30

Entrée du cimetière du Père-Lachaise
rue des Rondeaux à Paris 20^e (Métro Gambetta)

La Fête de Lutte Ouvrière



Dimanche et lundi à 15 heures

Allocution
de **Nathalie Arthaud**
sur le Grand Podium



Au Grand Podium

Samedi 11 juin

LA CANAILLE

hip-hop rock
Textes contestataires et rebelles sur une musique entre rock, rap et hip-hop.

MEMO chanson engagée
Ce chanteur du Nord dénonce l'hypocrisie, l'irrespect et l'injustice sociale, avec humour ou colère.

KARPATT chanson festive
Un trio à l'énergie contagieuse, chanson française à texte empreinte de jazz manouche

Dimanche 12 juin

CHLOÉ LACAN

scène française
Beaucoup de verve, de gouaille et de fantaisie de la part de cette jeune chanteuse qui s'accompagne seule à l'accordéon.

VOLO nouvelle chanson française
Ces peintres du quotidien

alternent chansons intimistes, humour et coups de gueule.

MILTEAU SOUL

CONVERSATION
sextet blues soul music



L'harmoniste de renom Jean-Jacques MILTEAU avec les chanteurs afro-américains Michael ROBINSON et Ron SMYTH, Manu GALVIN (guitare), Gilles MICHEL (basse), Eric LAFONT (batterie).

DOBET GNAHORÉ

Musique africaine métissée
Musicienne ivoirienne qui



chante et danse l'Afrique.

Lundi 13 juin

LA COMPAGNIE JOLIE

MÔME « Paroles de mutins »
Dans un nouveau récital de chansons de lutte théâtralisées.



LA FANFARE EN

PÉTARD hip-hop, ragga, jazz, dub, electro
Fanfare atypique, joyeuse et enragée.

Plus que deux semaines et notre Fête ouvrira ses portes pour les trois jours du week-end de la Pentecôte, à Presles dans le Val-d'Oise.

Notre Fête, c'est l'occasion de se retrouver dans un cadre champêtre pour un grand rassemblement populaire et fraternel. C'est aussi l'occasion de se distraire, de s'instruire, de déguster de nombreux plats, d'assister à des spectacles variés sur plusieurs scènes, mais aussi dans les allées.

Notre Fête est aussi bien sûr une fête politique qui affirme ses idéaux communistes et internationalistes. Alors, pour

ceux qui le souhaitent, c'est l'occasion d'échanger des idées, de participer à de nombreux débats, de rencontrer des militants de Lutte Ouvrière, mais également d'autres courants de France et d'autres pays.

Dans ce contexte de crise où le patronat impose aux travailleurs la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, c'est aussi l'occasion de discuter des moyens de se préparer aux luttes qui seront nécessaires au monde du travail pour imposer ses revendications.

Alors à bientôt, sous le signe de la fraternité !

Commandez vos cartes !

Les cartes d'entrée, valables pour les trois jours de la Fête, sont disponibles au tarif réduit de 12 euros. Sur place, pendant la Fête, elles coûteront 15 euros. Par ailleurs, les bons d'achat d'une valeur de cinq euros, mais vendus quatre euros à l'avance, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat – soit auprès de nos camarades – soit en écrivant à Lutte Ouvrière – BP 233 75865 Paris Cedex 18

Indiquer, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition. Envoi franco.



La Fête, en pratique

La Fête ouvrira le samedi 11 juin, à partir de 11 h jusqu'à 23 h, puis non-stop du dimanche matin 9 h jusqu'à lundi soir 20 h.

Pour venir à la Fête depuis la région parisienne, la plus facile est de prendre les cars gratuits qui partent du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. La commune de Presles est petite, et le stationnement des voitures y est très difficile.

La Fête est également accessible par le train, depuis la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoult-Maffliers. Descendez à la gare de Presles.

En voiture, la circulation est très difficile sur la N1. On peut rejoindre la fête en prenant l'A86 Nord, puis l'A15 et l'A115, enfin la voie rapide N184, direction Beauvais. Sortir à Presles. Depuis la province, des départs collectifs, en car ou en train, sont

organisés à partir de nombreuses villes de toutes les régions. Se renseigner auprès de nos camarades locaux. Voici quelques premières annonces :

- Samedi 11 juin**
- Dunkerque 7h, parking Stage Tribut
 - Lille 7h 30, M° Porte-d'Arras
 - Limoges 5h, haut du parking du Champ-de-Juillet
 - Châteauroux 6h 30, parking de l'Escale
 - Bourges 6h, parking de la So-cetra (88, route d'Orléans à St Doulchard)
 - Vierzon 6h 30, parking du stade Robert Barran
 - Orléans 7h 30, péage Orléans Centre-La Chapelle St Mesmin (parking voitures Espace client)
- Dimanche 12 juin**
- Dunkerque 6h 30, parking Stage Tribut
 - Lille 7h, M° Porte d'Arras

Les débats

Samedi 11 juin

Le point sur la situation de Mumia Abu Jamal avec le Collectif unitaire national de soutien

Le collectif unitaire de l'hôpital Tenon à Paris, sur la lutte pour la réouverture du centre IVG

Charlotte NITHART : « Le cargo de la honte - L'effroyable odyssée du Probo Koala »

PEF, auteur d'ouvrages pour les enfants, « le Prince de Motordu »

Marie TREPS, linguiste, sur les « mots voyageurs » et les « mots migrants »

Suzy ROJTMAN, du Collectif national pour le droit des femmes : « Où en est la lutte contre les violences faites aux femmes ? »

Simone TASSIMOT, lecture de lettres de Rosa Luxembourg

Dimanche 12 juin

Fatou DIOME, romancière franco-sénégalaise, « Le Ventre de l'Atlantique ».

Laure GODINEAU, historienne : « La Commune de Paris par ceux qui l'ont vécue »

Jean-Jacques MARIE, historien : la vie des

oppositionalistes en URSS entre 1934 et 1938.

Nicolas OFFENSTADT, historien : « 14-18 aujourd'hui La grande guerre dans la France contemporaine »

Marc PESCHANSKI, neurobiologiste : « Comment s'attaquer aux maladies génétiques avec les cellules-souches ? »

Laurent SEDEL, chirurgien, auteur de « Il faut sauver les malades »

Lundi 13 juin

Manuel DOMERGUE, journaliste, co-auteur du livre « Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948 - 1971 »

Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS, avocate, et Pascal MOUSSY, juriste du travail

Nicolas MARANGET, médecin, sur les services d'urgence à l'hôpital

Monique PINÇON CHARLOT et Michel PINÇON, sociologues, auteurs de « Le président des riches »

Wassyla TAMZALI, écrivaine et militante féministe algérienne, auteur de « Une femme en colère : lettre d'Alger aux Européens désemparés »

Forums de Lutte Ouvrière

Chapiteau Karl Marx

- avec des militants travaillant dans ces secteurs
- Samedi à 18h
- Les services publics laissés à l'abandon : l'exemple de la santé
- Dimanche à 18h
- Sortir du nucléaire ? Avant tout, sortir du capitalisme



Venez le mettre en échec !

Jean-Philippe Karr, Maître international, jouera en simultané contre 24 joueurs, dimanche à 16h.

Inscription au stand Echec et Marx

Le Village médiéval

Parmi de nombreuses animations, vous pourrez assister au jugement dernier de Blaise de Mauvert, croisé tué en 1099 lors de la première croisade. Qu'on se rassure, nous ne prendrons pas sa défense : au contraire, son jugement sera l'occasion de raconter la vraie histoire des croisades, véritables guerres coloniales, guerres de rapine au cours desquelles on égorgea sans vergogne et où au nom de la défense d'une religion, la religion catholique, les plus horribles crimes furent commis. Il y aura aussi des jongleurs, des musiciens qui vous inviteront à festoyer au son de la cornemuse, du tambour et de la citole.

Pas de vente de tabac

Il n'y aura plus de vente de tabac à la fête, l'administration n'acceptant plus les débits de tabac temporaires. Fumeurs, prenez vos précautions !



La Cité des Sciences

Des scientifiques animeront des forums. Parmi eux :

Jérôme ALEON, cosmochimiste : « Carnet de naissance du système solaire : les météorites ».

Romuald DROT, radiochimiste : « L'énergie nucléaire : production, utilisation, déchets »

André AURENGO, médecin : « Les dangers de la radioactivité, de Tchernobyl à Fukushima »

Jacques DELABROUILLE, astrophysicien : « La mission spatiale Planck, pour mieux connaître l'histoire de l'univers »

Patrick DE WEVER, géologue et paléobiologiste : « La biodiversité au cours de l'histoire de la Terre »

David ELBAZ, astrophysicien : « Dernières nouvelles du cosmos : galaxies, quasars, trous noirs... »

Agnès GUILLOT, chercheuse en systèmes intelligents et robotique : « La bionique : quand la science imite la nature »

Yves LÉVI, pharmacologue et toxicologue : « Faut-il vraiment se méfier de l'eau qu'on boit ? »

Marc PESCHANSKI, neurobiologiste « Comment s'attaquer aux maladies génétiques avec les cellules-souches ? »

Pascal PICQ, paléoanthropologue : « L'évolution humaine »

Jean-Luc PIEL-DESRUIS-SEAUX : « La vie à l'époque de Néandertal et de Cro-Magnon à travers leurs outils »

Laurent SEDEL, chirurgien : « L'homme réparé (prothèses, reconstruction osseuse) : présent et avenir »

Jean-Pol TASSIN, neurobiologiste : « Pensées, sentiments, émotions : tout n'est-il que neurones et chimie dans le cerveau ? »

Cédric VILLANI, chercheur en mathématiques : « Les maths : pourquoi, comment ? »

Le Carrousel de la connaissance

L'épopée de la domestication de l'énergie
spectacle exposé multimédia de 45 minutes.



L'Arboretum

Au sein du parc, se trouve un bel Arboretum, avec plus de cent espèces différentes d'arbres. Un sentier botanique a été aménagé, permettant plusieurs promenades commentées, chacune d'environ 50 minutes.

- L'arbre, quel être étonnant ! Ils vivent de soleil, d'eau fraîche, connaissent le sexe...
- L'arbre, quelle histoire !
- Les différentes façons de reconnaître un arbre avec les cinq sens
- Un parcours de poésie-botanique

Parcours dans les arbres

Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur, avec échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets...

Parcours soumis à des conditions de taille et d'âge, et sous la surveillance de moniteurs diplômés. Prix : 4 euros par personne.

Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête



Cinéma

Films et documentaires suivis d'un débat

HORS-LA-LOI, de Rachid Bouchareb. Débat avec le monteur, Yannick Kergoat

ABD EL-KRIM ET LA GUERRE DU RIF, de Daniel Cling. Débat avec le réalisateur

CHEMINOTS, de Luc Joulé et Sébastien Jousse

FRANCAFRIQUE : 50 ANNÉES SOUS LE SCEAU DU SECRET, de Patrick Benquet. Débat avec le réalisateur

FRÈRES DE CLASSE, de Christophe Cordier. Débat avec le réalisateur, sur la grève du Joint Français en 1972.

LES MÉDICAMENTEUX - LABOS, MÉDECINS, POUVOIRS PUBLICS : ENQUÊTE SUR DES LIAISONS DANGEREUSES de Sébastien Horel et Brigitte Rossignoux. Débat avec la réalisatrice.

QUAND LE DRAPEAU ROUGE FLOTTAIT SUR LA CATHÉDRALE, de Jean-Noël Delamarre. Débat avec le réalisateur, à propos des conseils ouvriers à Strasbourg en 1918.

RADIO LORRAINE CŒUR D'ACIER, LA PAROLE LIBÉRÉE d'Isabelle Cadière. Débat avec Michel Olmi, Président des « Amis de Radio Lorraine Cœur d'Acier »

Les autres films et documentaires

MÈME LA PLUIE, d'Iciar Bollain

ILLÉGAL, d'Olivier Masset-Depasse

CLEVELAND CONTRE WALL STREET, de Jean-Stéphane Bron

LES MAINS EN L'AIR, de Romain Goupil

LE NOM DES GENS, de Michel Leclerc

DRAQUILA, L'ITALIE QUI TREMBLE, de Sabrina Guzzanti

DANS SES YEUX, de Juan José Campanella

WE WANT SEX EQUALITY, de Nigel Cole

ROUTE IRISH, de Ken Loach

LES FEMMES DU 6^{ÈME} ÉTAGE, de Philippe Le Guay

BENDA BILILI !, de Renaud Barret et Florent de la Tullaye

LA COMMUNE, de Mehdi Lallaoui

GAZA-STROPHE, de Samir Abdallah et Khéridine Mabrouck

Pendant la nuit du dimanche au lundi, cinéma en plein air

LE DICTATEUR, de Charlie Chaplin

• Proche-Orient

Rien de changé dans la politique de l'impérialisme américain

Ceux qui avaient cru percevoir une inflexion dans la politique américaine à l'égard d'Israël avec l'évocation par Obama, jeudi 19 mai, d'un État palestinien dans les frontières de 1967 ont dû rapidement déchanter. Son second discours, prononcé le 23 mai devant l'Aïpac, l'équivalent américain du CRIF français, a mis quelques points sur les « i », afin qu'aucun doute ne subsiste : la politique américaine est et restera inchangée.

Mais à bien écouter ce qu'avait dit Obama, y compris dans sa première intervention, il n'y avait aucun doute concernant la politique américaine au Proche-Orient, toujours faite de soutien indéfectible à Israël et de demandes inacceptables posées aux Palestiniens. Ainsi, la référence aux frontières de 1967 était assortie de tant de

conditions qu'elle était d'emblée démagogique et sans consistance. Car que pouvait bien signifier cette demande faite aux Palestiniens de prendre en compte « les nouvelles réalités », si ce n'est d'accepter les colonies israéliennes de peuplement qui s'étendent, faisant de la Cisjordanie un territoire mité où les Palestiniens voient leurs zones

de résidence et de travail se restreindre inéluctablement ? Y compris dans son premier discours, Obama s'est bien gardé de prononcer une seule fois le mot de « colonies » afin de ne pas déplaire aux gouvernants israéliens, alors qu'il ne s'est pas gêné pour, entre autres, dire aux Palestiniens qu'ils devaient reconnaître Israël comme « État juif ».

Cette demande fut formulée pour la première fois par Sharon en 2003 lors de pourparlers sur les propositions contenues dans la Feuille de route américaine devant permettre une reprise des négociations avec les Palestiniens. Le gouvernement

israélien émit alors des réserves vidant la Feuille de route de tout contenu, comme celle concernant la reconnaissance d'Israël en tant qu'État juif. Depuis, cette exigence est sans cesse renouvelée et s'accompagne au sein même d'Israël de législations de plus en plus discriminatoires à l'égard des citoyens non juifs du pays, qui représentent tout de même plus de 20 % de la population.

Et puis, surtout, Obama s'est dit fortement opposé à la reconnaissance d'un État palestinien par l'ONU en septembre prochain, comme le voudrait Mahmoud Abbas. Une telle reconnaissance n'obligerait en

rien Israël mais le mettrait en situation plus difficile, soulignant davantage son rôle d'agresseur d'un État internationalement reconnu.

Si la volonté des dirigeants américains était de contraindre Israël à modifier sa politique et à accepter à ses côtés un État palestinien, une telle reconnaissance préalable serait un réel moyen de pression. Mais de cela il n'est pas question pour Obama qui ne fera rien qui puisse ne serait-ce qu'égratigner le principal et le plus fiable des alliés de l'impérialisme américain dans la région.

Georges LATTIER

• Palestine

Une lutte contre la barbarie des « crimes d'honneur »

En Palestine comme dans une partie du Moyen-Orient, les crimes dits d'honneur bénéficient d'une indulgence intolérable.

Un parent peut – sans encourir plus de quelques mois de prison – tuer une femme suspectée d'avoir trahi le code d'honneur familial, soit parce qu'elle est convaincue d'adultère, soit tout simplement parce qu'elle a parlé avec un homme. Il y a quelques années, Souad Marie avait ému le public européen en racontant son histoire dans *Brûlée vive* : elle avait été condamnée à mort par sa famille parce qu'elle était enceinte d'un jeune homme qui ne désirait pas l'épouser. Arrosée d'essence par son beau-frère, elle avait réussi malgré les flammes qui la dévoraient à s'enfuir et à survivre. Ce beau-frère n'avait jamais été condamné. Une association humanitaire avait fini par prendre en charge Souad Marie, abandonnée à l'hôpital par sa famille

Mais les temps changent et c'est une histoire presque similaire qui a provoqué la colère de tout un village en Cisjordanie, à l'ouest d'Hébron : Ayah Baradeya a été noyée par son oncle parce que ce dernier désapprouvait son projet de mariage. En temps ordinaire, il n'aurait écopé que de quelques mois de prison, puisqu'il prétendait invoquer l'honneur de la famille. Mais le frère de la jeune femme

n'a pas voulu d'un tel dénouement. Bravant le qu'en-dira-t-on qui prévalait jusqu'alors, il a fait connaître son histoire sur la place publique et a ameuté le village pour réclamer justice. Il a cependant refusé que la famille du meurtrier soit bannie du village, comme le demande la coutume, arguant que cette dernière n'y était pour rien, mais a réclamé une peine de prison exemplaire pour le meurtrier. Cela revenait à exiger la modification du Code pénal.

La mobilisation a dépassé largement le village, entraînant des milliers de personnes dans la rue plusieurs jours de suite. Jusqu'alors le président Mahmoud Abbas avait résisté aux demandes des organisations féministes, qui dénonçaient l'augmentation de ces crimes ces dernières années : en 2010, dix meurtres avaient été recensés officiellement. Mais face à la pression de la rue, le président de l'Autorité palestinienne a fini par céder et a décrété la fin de l'indulgence pour les crimes d'honneur.

D'ores et déjà, deux articles du Code pénal ont été annulés, il en reste cependant un à supprimer pour mettre fin définitivement à l'impunité de ces crimes. Une victoire pour la population de ce village, qui a su vaincre les préjugés pour en finir avec cette barbarie, et une victoire pour toutes les femmes.

Aline URBAIN

• Maroc

Non à la répression !



Alors que se rapproche la date où le roi du Maroc est censé se prononcer sur les propositions de réforme de la Constitution, émanant d'une commission fabriquée sur mesure, les dernières manifestations organisées dans le pays le 22 mai à l'appel des jeunes du Mouvement du 20 février, non autorisées par le pouvoir, ont été durement réprimées par les forces de police, déployées en nombre.

La semaine précédente déjà, un pique-nique de protestation organisé le 15 mai à Témara, dans le sud de Rabat, pour dénoncer l'existence, dans les locaux de la Direction générale de la surveillance du territoire, d'un centre de détention secret où

des opposants seraient détenus, maltraités et torturés, avait été violemment dispersé. Dans d'autres villes, des manifestants tentant de se rassembler avaient eux aussi été frappés et pour certains arrêtés. Entre-temps, moyen de pression supplémentaire, des opposants et blogueurs ont été les destinataires de lettres les dissuadant d'appeler à des manifestations.

Cette fois, à nouveau les jeunes et moins jeunes manifestants ont dû faire face à des uniformes déchaînés et lâchés en nombre contre ceux qui réclamaient la liberté d'expression et une limitation des pouvoirs de Mohammed VI. C'est un crime de lèse-majesté, apparemment, dans ce pays où le souverain se prétend à la tête d'un royaume « moderniste et démocratique » et accueille dans

les réceptions aussi bien les grands de ce monde que les hommes qui sont le bras armé de la dictature.

Interpellé sur le sort de nombreux jeunes du pays deux jours plus tôt à Casablanca, à la sortie de la mosquée, par un groupe de « chômeurs diplômés », le roi s'est entendu lancer : « *On veut du travail.* » De nombreuses voix s'élèvent dans la population contre la pauvreté de la majorité, face à un pouvoir de privilégiés riches, amis des dirigeants européens et de l'aristocratie de la finance. La caricature d'assouplissement que promet le dictateur appuyé sur son *makhzen* – l'État et les institutions – est déjà bien mise à mal par la répression organisée le 22 mai dans les villes du royaume.

Viviane LAFONT

• Dette des États

Les spéculateurs et leurs rabatteurs

En l'espace de quelques semaines, en dégradant coup sur coup leur appréciation du Portugal et de la Grèce puis, chose nouvelle, des États-Unis ainsi que de l'Italie et de la Belgique, les grandes agences de notation financière – les Big Three, les trois grandes que sont les américaines Standard & Poor's, Moody's et Fitch – ont à nouveau fait parler d'elles. Et, surtout, elles ont encore un peu plus enfoncé la Grèce et le Portugal dans la crise. Cela a aussi ouvert de nouvelles perspectives de gains spéculatifs sur la dette de l'Italie et de la Belgique, voire des États-Unis, pour les financiers de tout poil.

L'abaissement de la notation du Portugal et de la Grèce a notamment provoqué une nouvelle envolée du coût des crédits auxquels ces États doivent recourir pour

faire face à leur dette publique : plus de 15 % par an sur dix ans et plus de 24 % annuels sur deux ans dans le cas de la Grèce ! Une dette qui d'ailleurs s'aggrave de jour en jour, car la dégradation de la notation des États concernés les pousse à s'endetter toujours plus, à des taux toujours plus élevés, tandis que les mesures d'austérité qu'ils mettent en œuvre, sous la haute surveillance des institutions financières internationales, tel le FMI, en sabrant dans le niveau de vie de leurs populations, ont pour effet mécanique d'étrangler leur économie et du même coup les rentrées fiscales des États... ce qui aggrave la crise. C'est une spirale infernale dans laquelle le système enferme ces peuples. Mais, ce qui est un drame pour eux est une aubaine pour les « marchés »,

autrement dit pour les grandes banques mondiales qui spéculent sur la dette des États.

Les agences de notation financière, censées évaluer la solvabilité des États et des grosses entreprises, adoptent une posture de juge impartial. Dans le cas des géants de l'industrie et de la finance mondiaux qui ont recours à leurs services, c'est évidemment faux : les grands groupes paient les agences pour qu'elles les notent... bien, ce qui leur permet ensuite de monter d'autres opérations – fusions, emprunts, etc. – aux conditions les plus avantageuses.

On a vu fin 2001 ce qu'il en était de la prétendue « indépendance » de ces agences, lorsqu'éclata le plus important scandale comptable de toute l'histoire mondiale, celui

du géant industriel américain Enron. Quelques jours encore avant la faillite d'Enron, les dites agences, qui l'avaient pour client, lui accordaient leur note maximum. Ce scénario se répéta, mais à une tout autre échelle, avec les subprimes, qui allaient plonger le monde entier dans une crise comme on n'en avait pas connue depuis 1929. Les mêmes agences ont, pratiquement jusqu'au krach, soutenu par des notations flatteuses les organismes financiers qui commercialisaient ces crédits pourris et leurs produits dérivés. On connaît la suite.

Dans le cas des États, les agences de notation, que des milliers de liens d'affaire et de clientélisme unissent aux « marchés », autrement dit au monde des financiers-spéculateurs, ont évidemment tout

intérêt à aller dans le sens de ce que souhaitent ces derniers. À savoir qu'elles mettent toujours plus de proies à leur merci, si possible en les désarmant par avance.

Le ministre grec des Finances a bien pu protester que « rien d'objectif » n'étayait la dégradation de la note de son pays, des économistes portugais attaquer en justice ces agences qu'ils accusent de parti pris, et même le président de la Banque centrale européenne affirmer que « la très grande concentration [des agences de notation] posait problème », ce n'est pas cela qui peut contrarier la logique d'un système financier capitaliste lancé dans une curée à l'échelle planétaire sur des États que leur endettement affaiblit.

Pierre LAFFITTE

• Italie

Faute d'une politique de lutte

La FIOM capitule face au patron de Fiat

Le 2 mai, les délégués syndicaux CGIL de Bertone, à Turin, ont créé la surprise en annonçant qu'ils appelaient à voter Oui à l'accord proposé par le groupe Fiat dans cette usine qu'il contrôle.

Après les usines de Pomigliano d'Arco et de Turin-Mirafiori, le dirigeant de Fiat Sergio Marchionne voulait en effet renouveler à l'égard des travailleurs de Bertone, au chômage depuis plusieurs années, un chantage qui se résume ainsi : accepter de travailler selon les conditions dictées par Fiat, en dérogation des accords signés à l'échelle nationale dans la métallurgie, ou bien se trouver licenciés. Dans cette usine où la FIOM, fédération CGIL de la métallurgie, est très largement majoritaire au sein du personnel, celui-ci s'est donc prononcé à près de 90 % en faveur de l'accord.

Jusqu'à-là, au contraire des deux autres grandes confédérations CISL et UIL, la FIOM-CGIL s'était élevée, avec raison, contre cette série de chantages à l'emploi. Son secrétaire Landini affirme cependant qu'il n'a pas changé de position : en votant Oui à l'accord chez Bertone, ses représentants dans cette usine auraient tenu à garantir l'emploi des travailleurs. La FIOM, dit Landini, n'en continuera pas moins de contester ces accords sur le plan juridique, et il n'y aurait donc pas là de contradiction.

Il est possible qu'avec une telle position à double entrée Landini ait satisfait ses opposants au sein de la FIOM, ainsi que la CGIL avec laquelle il était en contradiction. Mais cela, c'est son problème. En revanche, que doivent comprendre les travailleurs de la position de la FIOM ? Doivent-ils désormais accepter ces accords, que le patronat est en train de multiplier ? Ou au contraire doivent-ils les repousser, comme la FIOM les avait jusqu'à présent appelés à le faire ? Et dans ce cas, que répondre au chantage à l'emploi d'un patronat qui leur dit que c'est à prendre ou à laisser, la seule alternative étant la fermeture de l'usine et les licenciements ?

Le seul espoir pour les travailleurs est-il donc de s'en remettre à l'action de la FIOM sur le plan juridique ? Chacun sait qu'il est aléatoire d'attendre des tribunaux une décision conforme à leur intérêt. Et puis une telle décision peut prendre dix ans. Entre-temps les travailleurs, qui ont besoin de leur salaire, doivent-ils donc accepter tous les chantages ? La position de la FIOM revient à leur dire que oui.

Dans cette affaire le problème n'est pas celui des seuls travailleurs de Bertone, ni même du groupe Fiat : il est celui de l'ensemble de la classe ouvrière et des droits qu'elle a conquis au cours de décennies de lutte. Fiat estime que désormais il n'a pas besoin de les respecter et il



s'émancipe de la Confindustria, la fédération patronale, pour ne plus être tenu par les accords qu'elle signe. Il change le statut de ses usines, en créant dans chacune une new company – en anglais s'il vous plaît – ne respectant que ses propres règles. Il agit ainsi en éclaireur pour le patronat italien, qui s'apprête à le suivre sur ce chemin en s'affranchissant des règles, des obligations en matière d'horaires, de conditions de travail, de salaires, de droit de grève, de représentation, qui découlent de la négociation collective.

Cette offensive patronale nécessiterait une riposte ouvrière, non pas seulement chez Bertone, non pas seulement chez

Fiat, mais à l'échelle du pays. Pendant quelque temps la FIOM a pu sembler la vouloir, ne serait-ce que parce que la Fiat, en voulant priver de représentation les syndicats non signataires des accords, s'attaquait à la FIOM elle-même. Mais son attitude chez Bertone confirme qu'il ne fallait pas se fier aux discours, même radicaux, de Landini.

Dans les autres usines Fiat, la FIOM a pu s'abstenir car elle n'y est pas majoritaire. Il en allait autrement chez Bertone où, après avoir refusé l'accord, elle se serait trouvée seule face à ses responsabilités. La seule alternative au vote Oui, c'est-à-dire à la capitulation, aurait alors été d'engager un véritable plan

de lutte de tous les travailleurs, pour mettre en échec l'offensive patronale. L'acceptation de l'accord chez Bertone, quoi qu'en dise Landini, est l'aveu qu'il n'envisage rien de ce genre, bien plus préoccupé qu'il est de la place de l'appareil FIOM et de la sienne propre que du sort de la classe ouvrière.

Les travailleurs, eux, n'auront pas d'autre choix que de s'engager, tôt ou tard, dans une lutte générale pour faire remballer au patronat toutes ses lois et ses accords antiouvriers. Mais ils ne devront pas compter pour cela sur les directions syndicales, quelles qu'elles soient.

André FRY

• Continental Toulouse – Foix – Bouspens

On gagne toujours à se faire respecter

Mercredi 18 mai à Toulouse, les grévistes de Continental ont repris le travail après neuf jours de grève. À Foix, le travail a repris le lendemain, jeudi 19.

Ils n'ont pas obtenu l'augmentation de salaire qu'ils réclamaient (5 % avec un plancher à 150 euros), leur nombre n'ayant pas suffisamment grossi pour qu'ils paralysent vraiment les trois usines. Mais ils ont le moral car ils ont réussi à faire retirer le plan Pépé (pérennité-productivité) d'augmentation du temps de travail.

Cela fait maintenant plus d'un an que la direction les harcelait pour leur faire accepter ce plan : chantage à l'emploi, chantage à la pérennité des sites, et même chantage aux augmentations de salaire. Eh bien, ils n'ont pas cédé à ces chantages. Ils se sont fait respecter et c'est une victoire morale sur leur patron et ses méthodes.

Une autre chose a conforté les grévistes : après la reprise bien des non-grévistes sont venus les voir pour leur demander comment ils pourraient les aider financièrement. Preuve qu'une grande partie du personnel resté au travail était de cœur avec eux, malgré les pressions de la direction. Et l'armada de cadres qui venait à chaque prise de service pour tenter d'empêcher le contact entre grévistes et non-grévistes a aussi prouvé que la direction n'était pas si sûre d'elle que ça, et qu'elle craignait les ralliements à la grève.

Bien d'autres choses sont porteuses d'avenir : les grévistes ont appris à se connaître d'un service à l'autre, et même d'une usine à l'autre, ceux de Toulouse étant allés voir ceux de Foix et rencontrer ceux de Bouspens. Les liens qui se sont tissés entre les travailleurs des trois sites de Midi-Pyrénées dans cette grève commune sont autant de gages pour les prochaines luttes.

Les grévistes de Continental n'ont pas été assez forts pour faire céder la direction sur les salaires, mais leurs revendications demeurent et sont d'autant plus justifiées que la direction a annoncé plus de 70 millions d'euros de bénéfices pour 2011, et que le groupe Continental compte lui aussi sur une progression du chiffre d'affaires et des bénéfices.

Correspondant LO

• Renault-Flins (Yvelines)

Les caristes des Presses en grève

Depuis le lundi 16 mai, la quasi-totalité des quelque soixante caristes des trois équipes de l'atelier des Presses, au sein de l'usine Renault de Flins, ont fait grève. La direction les menace d'une réorganisation qui, du département Logistique auquel ils sont actuellement rattachés, les rattacherait à celui des Presses.

En fait, si les intentions cachées derrière cette réorganisation révoltent les caristes, c'est qu'elle entraînerait inévitablement un surcroît de travail, une polyvalence qui se traduirait pour eux par du travail de stockeur, de pontier, voire de balayeur. La direction a tellement taillé dans les effectifs, tellement supprimé de postes, qu'il manque du monde partout. L'opportunité d'utiliser

plus intensivement des travailleurs, qui semblent parfois, aux yeux de ces chasseurs de coûts surexcités, avoir momentanément terminé une livraison, leur semble trop belle.

L'idée même que certains travailleurs puissent, à certains moments de leur activité, échapper ne serait-ce qu'un instant à la pression ambiante, leur est insupportable. L'heure est pour ces responsables à la recherche de la « non-valeur ajoutée », comme ils disent, et du moyen d'ajouter une tâche, un geste, à un poste de travail.

En tout cas les caristes des Presses, dont beaucoup ont déjà goûté et même soupé du travail en production, voire en chaîne, refusent cette attaque analogue à ce que Renault a déjà mis en place dans d'autres usines, comme celle de Sandouville. Leur grève recueille la sympathie de nombreux travailleurs des Presses et, au-delà,

de caristes d'autres départements qui pourraient bien subir le même sort. Au Montage par exemple, un groupe de caristes a débrayé en solidarité. Un débrayage a également eu lieu le 19 mai sur toute l'usine, afin de signifier la nécessité de mettre un coup d'arrêt à l'aggravation des conditions de travail.

Devant la détermination des caristes, la direction s'est engagée par écrit à ce que ceux-ci n'aient pas à stocker de pièces, même après réorganisation. Cela ne constitue pas une garantie réelle pour eux, à qui on pourrait tenter d'imposer d'autres tâches, et encore moins pour les futurs caristes des Presses ou pour ceux des autres secteurs.

Le 24 mai à midi, une majorité de grévistes des trois équipes de jour et de nuit se sont retrouvés ensemble. Même si certains commençaient à trouver que la direction les fait

lanterner, ils ont à nouveau voté la grève, continuant de refuser cette polyvalence induite par la réorganisation, et exigeant des garanties. Malgré la mobilisation forcée de responsables hiérarchiques rapidement baptisés caristes, la grève des caristes commence à avoir des conséquences. L'usine de Batilly aurait des problèmes d'approvisionnement et, à Flins même, la direction a dû arrêter la production de voitures, avec une journée non travaillée le 25 mai après-midi ou le 26 matin. La raison invoquée, un problème de « rythme », ne trompe personne.

En laissant les fourches au repos, les conducteurs d'engins ouvrent une brèche dans la ligne d'attaque de Renault : la chasse aux « temps morts », au mépris de la santé des travailleurs.

Correspondant LO

• Maternité hôpital Delafontaine – Saint-Denis

En grève contre des suppressions de postes



La direction de l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis, profite de la construction d'une nouvelle maternité dans l'enceinte de l'hôpital pour réorganiser le travail et supprimer des postes, cela au nom de la rentabilité. Quand la direction a annoncé son projet au personnel du service, celui-ci s'est mis en grève le 19 mai. Une semaine après, le mouvement se poursuivait, toutes catégories confondues : sages-femmes, aides-puéricultrices, aides-soignantes et infirmières.

Le mécontentement est réel, car l'ouverture prochaine d'un bâtiment moderne ne rime pas avec de meilleures conditions de travail, bien au contraire. Ainsi, la maternité assure déjà plus de 3 000 accouchements par an et la direction compte sur leur augmentation. Les surfaces des locaux seront plus grandes, même si les chambres, toutes individuelles et payantes, seront plus petites. Les différentes unités du service accueilleront

aussi plus de mamans, puisqu'il y aura plus de lits. La capacité d'accueil du service Suite de couches, composé actuellement de 46 lits, doit augmenter d'une dizaine de lits. En Gynécologie, il y aura une dizaine de lits supplémentaires. Quant aux moyens humains, déjà insuffisants, ils le seront encore plus dans le nouveau bâtiment.

Ainsi dans l'unité Suite de couches, il est prévu de supprimer six auxiliaires de

puériculture, soit le tiers de l'effectif, et six aides-soignantes. Dans la partie du service où se retrouvent les femmes ayant accouché sans problème, il n'y aura plus d'infirmières. Elles seront affectées ailleurs, sans être remplacées lorsqu'elles partent en retraite.

Il est également prévu que les auxiliaires et les aides-soignantes fassent dorénavant le même travail au nom de la polyvalence, sans tenir compte de la formation du personnel. L'unité Kangourou, qui reçoit les prématurés qui ne vont pas en Néonatalité, ne sera pas plus pourvue en personnel nécessaire qu'elle ne l'est en ce moment. Les urgences Mater ne tournent qu'avec une aide-soignante la nuit.

Les hospitaliers de la

maternité trouvent scandaleux et aberrant d'ouvrir un plus grand service avec moins de personnel et ils ont fini par perdre patience. La direction a choisi de consacrer des moyens financiers pour construire, rénover, mais pas pour embaucher. Elle organise même consciemment la pénurie de personnel, en plus de sa précarisation. Sur les 2 000 salariés qui travaillent dans cet hôpital de Saint-Denis, 430 sont contractuels, depuis des années pour un bon nombre d'entre eux.

Quand la direction répond aux revendications du personnel « Il n'y a pas d'argent », les grévistes n'en croient pas un mot. La mobilisation n'est pas terminée.

Correspondant LO

• Montauban

Grèves pour les salaires

Vendredi 20 mai, à l'appel de l'union départementale CGT, un rassemblement de soutien aux travailleurs de la MAF a eu lieu devant le tribunal de Montauban. Outre la présence des travailleurs de cette entreprise, il y avait également une délégation de travailleurs de ProàPro Distribution, de Nutribio et de l'hôpital de la ville.

En effet, 23 des 60 travailleurs de la MAF, en grève depuis le 3 mai pour les salaires, étaient assignés par leur patron pour « trouble manifeste illicite à la libre circulation des marchandises ». Face à l'intransigeance de leur patron, qui ne voulait pas envisager l'indemnisation des jours de grève, les grévistes avaient décidé de bloquer le site depuis le 17 mai. Ils ont obtenu une augmentation de 40 cts d'euro de l'heure, et notamment la création d'un CHSCT (comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail) que l'employeur refusait de mettre en place. Leur détermination, malgré la durée de la grève, s'est doublée de la colère face à ce patron qui négotait sur leurs revendications alors qu'il a dépensé sans compter en frais d'huissiers et d'avocats. La grève, qui entamait sa quatrième semaine, n'a touché que les ouvriers, mais la solidarité financière des employés n'a pas faibli à la porte de l'usine. Les travailleurs ont voté la reprise lundi 23 mai après avoir finalement arraché le paiement de la moitié des jours de grève.

Pour ceux de ProàPro Distribution, la grève de deux semaines des soixante travailleurs de la logistique s'est conclue par un accord prévoyant le



doublage de la prime de déménagement (120 euros), l'engagement de la direction à un respect rigoureux de la durée du travail des chauffeurs, une nouvelle négociation sur les salaires en juin et la possibilité pour les travailleurs de payer à prix coûtant les produits commercialisés. À noter que leur patron, qui n'a pas hésité à assigner devant le tribunal les grévistes pour les mêmes faits que la MAF, s'était fait débouter par la justice. Bien que ces concessions arrachées par la grève soient insuffisantes, les grévistes ont repris le travail « la tête haute », face à l'arrogance de leur patron.

Autre grève sur les salaires, sur les 94 travailleurs de Nutribio (ex-Euroserum, ex-Sodiaal, ex-Tempé Lait), dont l'activité principale est la fabrication de lait infantile, notamment pour la marque Blédina, 80 % étaient en grève le mardi 17 mai à l'appel de la CGT. Le lendemain,

ils étaient 85 %, et depuis vendredi 20 mai plus rien ne sort de l'usine. La revendication est de 130 euros pour les salaires en-deçà de 1 850 euros. Les travailleurs se relaient à l'entrée de l'usine 24 heures sur 24, les tentes sont plantées, la convivialité est au rendez-vous. La direction refuse de négocier sur les salaires au prétexte qu'un accord a été signé par des syndicats à l'échelon national.

Le 20 mai, le DRH national a provoqué une assemblée générale qui n'a regroupé qu'une dizaine de non-grévistes. Deux responsables sont venues tour à tour voir les grévistes pour les inviter à la réunion, ce qu'ils ont refusé, répondant que si le patron voulait discuter, il n'avait qu'à venir les voir devant la porte. Mardi 24 mai, après sept jours de grève, les travailleurs restaient déterminés à obtenir satisfaction.

À propos de ces trois grèves, les patrons se sont étalés dans la presse pour se plaindre de la prétendue « irresponsabilité des grévistes ». Ils ont envoyé leurs huissiers, trainés des grévistes en justice, en les accusant de ne pas respecter la législation du travail, c'est-à-dire pour les patrons la libre circulation des marchandises. Alors même qu'à l'intérieur de leurs entreprises ils sont les premiers à fouler au pied les règles édictées par le Code du travail ! Ainsi, le patron de la MAF refuse la mise en place d'un CHSCT. Celui de ProàPro ne respecte pas les temps de travail des chauffeurs. Quant à Nutribio, les non-grévistes ont occupé pendant les deux premiers jours du conflit deux postes de travail, en travaillant 16 heures. L'arrogance et le mépris de ces patrons ont la réponse qu'ils méritent.

Correspondant LO

• Sécurité sociale, CPAM – Paris

Des centres et des emplois supprimés

La CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) de Paris avait 43 centres d'accueil du public en 2005. En 2011 il n'en reste que 22, les autres ont été fermés, chaque arrondissement ayant été touché. Mais pour la direction ce n'est pas suffisant. Elle vient d'annoncer la fermeture de huit centres supplémentaires d'ici à 2013, auxquels s'ajouteront les deux dédiés aux allocataires de l'aide médicale d'État.

Au bilan, si le projet est appliqué, les deux tiers des centres auront été fermés en huit ans. Parallèlement 250 emplois

doivent être supprimés.

Le personnel et les syndicats ont réagi à l'annonce de ces décisions et font signer à la population des pétitions de protestation. En effet, les quelque 5 300 personnes qui se rendent chaque jour à un centre de Sécurité sociale de Paris devront se déplacer davantage et subir des files d'attente accrues. Et comme toujours ce sont les assurés sociaux les plus démunis et les plus fragiles qui en subiront les principales conséquences.

Selon les syndicats de la

CPAM de Paris, 300 000 assurés sont bénéficiaires de la CMU. Ils ont besoin de contacts fréquents avec leur centre de Sécurité sociale pour vérifier l'ouverture et le maintien des droits, le remboursement de soins. Les nombreux travailleurs précaires changent souvent d'employeur. En cas d'arrêt maladie, le calcul et le versement des indemnités journalières prennent plus de temps.

La population âgée est en progression, et à l'issue d'une hospitalisation elle a besoin d'informations sur les

structures sanitaires, médico-sociales ou l'attribution de droits spécifiques pour le maintien à domicile.

Au final, même si une partie importante des droits est automatisée, une fraction de cette gestion devient plus complexe. Pour les employés, de moins en moins nombreux, les conditions de travail vont donc empirer, au détriment du service rendu. Ils ne peuvent que réagir contre cette régression scandaleuse.

Correspondant LO

• SNCF Région de Lyon

Contrôleurs : l'agression de trop

Dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 mai, un peu au sud de Valence, un contrôleur a été agressé dans le train Nice-Strasbourg. Pour les contrôleurs de la région de Lyon, c'était la seizième agression en un mois et demi : l'agression de trop. Ils ont décidé d'exercer leur droit de retrait et ont arrêté le travail dimanche vers 13 heures. D'après les syndicats, qui ont tous soutenu le mouvement, la totalité des 300 contrôleurs au travail à cette heure-là dans l'établissement de Lyon, qui comprend aussi Saint-Étienne et Valence, ont cessé le travail.

Les contrôleurs disent en avoir assez d'aller travailler la peur au ventre : les menaces, les agressions verbales et physiques ne se comptent plus. Ils demandent des embauches pour pouvoir être plus en sécurité, et pour pouvoir aussi assurer la sécurité des passagers. Et ils s'opposent aux projets de la direction, qui commence à faire circuler des trains sans contrôleur, et qui veut étendre cette pratique.

La circulation des trains a été complètement perturbée au départ de Lyon dimanche 22, mais aussi lundi 23 mai, où la grève s'est poursuivie. La direction a fait appel à des cadres pour faire rouler les TGV. Mais la plupart des TER ont été très en retard, ou annulés ou remplacés par des cars.

Devant la détermination de l'ensemble des contrôleurs et l'énorme pagaille provoquée par cet arrêt de travail non programmé, la direction a ouvert des négociations dès le lundi après-midi. Mais elle n'a rien cédé dans l'immédiat, mettant en préalable la reprise du travail, contestant la validité du droit de retrait à partir de lundi et évoquant quatre embauches... pour 700 contrôleurs dans la région !

L'assemblée générale des contrôleurs a finalement décidé de reprendre le travail le mardi, mais rien n'est réglé et ils parlent de suivre massivement le mouvement de grève pour l'emploi prévu vendredi 27 mai.

Correspondant LO

• Finances publiques – Paris

Le ras-le-bol des agents

Mardi 17 mai, à la direction régionale des Finances publiques, rue de la Banque à Paris, un comité technique paritaire portant sur les conditions de travail était convoqué

Lors des heures d'information organisées par les syndicats sur les centres des Finances publiques de Paris, une délégation d'agents s'était constituée pour accompagner les représentants syndicaux lors d'une audience auprès du directeur, préliminaire au CTP.

Le 20 janvier, 300 agents environ avaient déjà envahi un précédent comité paritaire. Après cela, des cahiers revendicatifs avaient circulé dans un certain nombre de services, où les employés notaient tout ce qui n'allait pas. Le 17 mai, les membres de la délégation se sont retrouvés au moins aussi nombreux, et ils ont été nombreux également à se relayer pour prendre la parole, toute la matinée durant.

Alors que l'effectif ne cesse de diminuer, le travail dont est chargé chacun ne cesse d'augmenter. Une employée de 23 ans travaillant dans le centre du 17^e arrondissement, dans le secteur de l'assiette, chiffre ainsi le surcroît de travail dans son service : il est passé de 2 600 à 3 922 foyers fiscaux par agent (plus 50%). Or dans ce service six emplois ont disparu en neuf ans et deux autres suppressions sont programmées. Une autre agente travaillant dans un SIE, service d'impôts des entreprises du 4^e arrondissement de Paris, a parlé de l'augmentation de la charge de travail avec les nouvelles taxes à recouvrer – Tascom, CFE, CVAE, etc. – sans personnel supplémentaire. Elle a évoqué aussi les nombreux coups de fil des sociétés qui n'arrivent pas à déclarer ou payer par Internet et, pour expliquer à tous les évolutions fiscales, de lourdes notes d'information, des dizaines et dizaines de pages... que l'on n'a pas le temps de lire.

En plus des cahiers revendicatifs, des pétitions provenant de plusieurs sites ou services ont été remises. Aux Finances publiques, nous en avons assez des suppressions d'emplois qui dégradent les conditions de travail : l'audience du 17 mai a été une bonne occasion de montrer notre colère et d'évoquer ceux qui craquent sous la pression, face à un directeur qui ne savait pas trop quoi répondre, sinon qu'il faudrait peut-être... revoir les objectifs dans les services.

Correspondant LO

• La Poste – Paris, rue du Louvre

Non aux suppressions d'emplois et au vol des jours de repos !

À la poste du Louvre, la direction voudrait une nouvelle fois supprimer des emplois et aggraver les conditions de travail. Ce sont les facteurs distribuant le courrier sur les 1^{er} et 2^e arrondissements parisiens qui sont visés. Une dizaine d'emplois seraient supprimés sur le 1^{er} arrondissement, où travaillent actuellement 70 facteurs, et sept sur le second arrondissement. Avec les postes supprimés en cabine et à la manutention, cela ferait une vingtaine de suppressions d'emplois.

Le projet de la direction ne s'arrête pas là. Non contente d'aggraver les conditions de travail en réduisant les effectifs, elle voudrait voler aux postiers une partie de leurs jours de repos. Actuellement, les facteurs travaillent suivant des cycles où ils ont des jours de repos certains lundis, mardis ou samedis. Ceux-ci ont été instaurés au fur et à mesure des réorganisations successives accompagnant les suppressions d'emplois dans tous les bureaux. Prétextant qu'il y avait moins de courrier certains jours, la direction y a réduit le personnel. Cela lui a permis de diminuer les effectifs en faisant travailler moins de facteurs ces jours-là, quitte à leur faire sortir plus de courrier chacun. C'était donc tout bénéfique pour elle.

Mais maintenant, voilà qu'elle prétend reprendre jusqu'à treize de ces journées de repos sur l'année, et même



parfois plus pour certains, essentiellement des mardis. Elle demande même aux postiers de se passer eux-mêmes la corde au cou en choisissant par un vote entre quatre scénarios qui tous comportent le vol de jours de repos. Les suppressions de postes, elles, seraient de toute façon imposées d'office. Si les votants ne sont pas assez nombreux, ou si les organisations syndicales s'opposent à tout accord, la direction menace de choisir le scénario qui l'arrange. En clair, cela s'appelle un chantage.

• La Poste

Après les emplois supprimés les opérations immobilières

Le directeur du courrier de Paris Nord vient d'adresser à tous les postiers du bureau de Paris Louvre une lettre les informant que La Poste avait en vue une opération immobilière sur leur lieu de travail.

« Comme vous l'avez constaté, de nombreux mètres carrés sont inutilisés dans ce bâtiment. Au vu du prix du mètre carré dans Paris intra-muros, il est bien légitime que La Poste étudie depuis des mois, voire des années, quel avenir donner à ce site historique. »

Ces « mètres carrés inutilisés », c'est La Poste elle-même qui les a créés en supprimant des emplois. Dans l'immeuble de la rue du Louvre, il y avait 2 000 postiers. Il n'y en a plus aujourd'hui que 700. La direction continue à réduire les effectifs et, comme dit la lettre, à « libérer des mètres carrés ». Ce n'est pas la promesse de maintenir une « occupation postale » qui peut rassurer. On sait que derrière ces mots les dirigeants de La Poste peuvent mettre n'importe quoi.

Mais si la direction n'est pas très causante sur les détails de

Face à ces menaces, les facteurs ont commencé à réagir. Jeudi 19 mai, ceux du 1^{er} et du 2^e arrondissements ont profité d'une heure d'information syndicale pour se réunir. La grande majorité du personnel était présente et a décidé d'aller interpellier le directeur le lendemain matin, ce qui fut fait. À 6 h 30 vendredi 20 mai, celui-ci dut faire face à près d'une centaine de facteurs indignés par le vol de leurs jours de repos et les suppressions d'emplois.

Puisqu'il maintient son projet, il s'agit de faire face à ce

chantage en maintenant la mobilisation pour que le vote n'ait pas lieu, et aussi de s'adresser à l'ensemble des 700 travailleurs de la poste du Louvre. Tous les services sont en effet touchés depuis des années par les réductions d'effectifs, à l'image de ce qui se passe dans l'ensemble du pays où La Poste prévoit de supprimer 50 000 emplois d'ici à 2015. À la poste du Louvre comme ailleurs, il est plus que temps de mettre un coup d'arrêt à cette politique.

Correspondant LO

l'opération, il est certain qu'elle lui rapporterait une somme considérable. Dans un quartier où l'immobilier de bureau et commercial peut se vendre à 15 000 euros le mètre carré, les 35 000 mètres carrés de l'immeuble pourraient rapporter la bagatelle de 525 millions. Presque autant que la totalité des bénéfices de La Poste en 2010 : 550 millions d'euros. Et si La Poste ne vend pas, mais loue ou crée différents « partenariats » comme elle dit, on peut être certain que ce sera pour gagner encore plus.

Depuis des années qu'elle

vide les bureaux de poste des employés qui y travaillent, La Poste a d'ailleurs bien vu l'opportunité immobilière que cela représentait et a créé une filiale, Poste Immo, dédiée à ces opérations. En supprimant des emplois, La Poste gagne ainsi sur tous les tableaux. Mais les 700 postiers de la rue du Louvre, inquiets de ce que présage l'opération en vue, peuvent faire un autre calcul : la somme que représenterait la vente de l'immeuble, c'est 52 ans de salaire pour tous.

Correspondant LO

• Hôpital de Moulins (Allier)

Les conditions de travail s'aggravent

À l'hôpital de Moulins-Yzeure la direction a décidé de modifier le planning des infirmières. D'après elle, il n'y aurait pas assez de volontaires pour faire les nuits, c'est donc tous les plannings, de nuit et de jour, qui vont être chamboulés.

La direction ne cache pas d'ailleurs sa volonté d'avoir plus de flexibilité. Et c'est bien là le fond du problème.

Comme dans beaucoup d'hôpitaux publics, le manque de personnel est criant à l'hôpital de Moulins. Et comme il y a

de plus en plus de patients, les services sont engorgés. L'hôpital a même inventé les lits-couloirs. Au lieu de laisser les malades sur un brancard aux Urgences, ils sont montés dans les services. Mais comme il n'y a pas suffisamment de places, ils sont dans un lit... mais dans le couloir. Même si on installe des paravents, les soins, les toilettes, les visites ont lieu dans le couloir. Autant dire que ces patients n'ont pas de rabais sur le forfait hospitalier. Pour l'instant c'est un lit par service mais rien ne dit que la situation ne va pas aller en empirant.

La direction dit vouloir

gérer la pénurie sans embaucher. À cet effet, elle a sorti un projet qui semble très bien sur le papier et ne ménage pas ses efforts pour nous le vendre. Elle n'hésite pas à affirmer qu'il est déjà testé dans d'autres établissements à la plus grande satisfaction du personnel, sans aller jusqu'à donner les adresses de ces établissements. Là où ces plannings sont en service, on sait que le personnel est loin d'être satisfait. Mais la direction n'en est pas à un mensonge près.

Il suffit d'une seule absence, d'une seule maladie, et le beau château de cartes de la direction

s'effondre lamentablement.

Pour essayer de nous faire passer la pilule, elle va l'expérimenter dans le service des Urgences. On comprend qu'elle ait choisi ce service. C'est le plus gros avec 30 infirmières. La direction pense sans doute que là elle pourra plus facilement retomber sur ses pattes. Mais dans les petits services de quatre, six ou huit infirmières, c'est un planning sans filet. Avec une absence, on pourrait se retrouver, par exemple, à travailler trois semaines avec seulement des repos isolés.

Pour l'instant 60 % des

infirmières sont contre ce nouveau planning et comptent bien le faire savoir à la direction.

Les conditions de travail se dégradent et ne permettent plus la relation avec les patients. Pour résoudre le problème, pas besoin de nous essorer dans un nouveau planning: la solution, serait des embauches en nombre suffisant. Le problème dépasse le seul hôpital de Moulins et concerne tout le secteur de la santé. Mais ce n'est pas pour cela que nous allons laisser la direction faire ce qu'elle a envie!

Correspondant LO

• Centre hospitalier sud-francilien – Corbeil-Essonnes

L'hôpital public, vache à lait d'un promoteur immobilier

Le 17 mai 2011, le nouveau centre hospitalier sud-francilien situé à Corbeil-Essonnes devait ouvrir ses portes. Mauvaise surprise: non seulement l'ouverture de ce centre hypermoderne qui devait contenir vingt blocs opératoires et mille lits est repoussée, mais le conseil d'administration de l'hôpital, qui doit pourtant commencer à payer, est aujourd'hui incapable d'assurer le loyer. En effet, cet hôpital est le fruit d'un partenariat public-privé entre l'hôpital, c'est-à-dire l'État, et le promoteur immobilier Eiffage.

Le principe d'un partenariat public-privé est de laisser le financement de la construction à un promoteur immobilier, qui avance le capital et construit

l'hôpital. Il loue ensuite le bâtiment à l'organisme public, pour une durée fixée, à l'issue de laquelle le bâtiment revient à la collectivité. Eiffage, qui a

investi 344 millions d'euros, loue maintenant ces locaux 40 millions par an et ce pour trente ans. Il est censé assurer en contrepartie la maintenance du site. Quarante millions d'euros pendant trente ans, cela veut dire que le coût de l'hôpital sera de 1,2 milliard d'euros pour la collectivité, au lieu d'un investissement initial de 344 millions d'euros.

Autant dire que le grand gagnant est d'ores et déjà Eiffage, qui réalise ici un bénéfice substantiel. Cerise sur le

gâteau, après que l'administration de l'hôpital a demandé des aménagements pour la sécurité, Eiffage a fait monter la facture de 100 millions d'euros, près d'un tiers du budget initial, ce qui augure bien de la suite. En effet les administrateurs de l'hôpital constatent maintenant que la moindre demande d'aménagement ou de simple maintenance sera facturée au prix fort par Eiffage.

Les autorités de tutelle de l'hôpital se demandent déjà comment sortir de ce

partenariat et envisagent le rachat des bâtiments à Eiffage par l'État, par le biais de la Caisse des dépôts et consignations. Gageons qu'Eiffage, qui ne se montre aujourd'hui pas hostile à une telle négociation, y retrouvera ses petits, préférant sans doute un bénéfice immédiat et substantiel à une faillite de l'hôpital. Dans tous les cas, il aura fait de gros bénéfices sur le dos du service public.

Aline URBAIN

• Hôpital Sainte-Anne – Paris 13^e

Non à l'éloignement du service des tutelles !

Le service des « majeurs protégés » fait partie intégrante du centre hospitalier Sainte-Anne, établissement psychiatrique de Paris 13^e. Nous sommes sept dans l'équipe pour gérer l'argent, les questions pratiques et le patrimoine de ces patients mis sous tutelle, en lien avec les services sociaux. Parallèlement, nous travaillons en collaboration avec les services de soins, pour permettre aux patients d'acquiescer le plus possible d'autonomie.

Début mars, la direction de l'hôpital nous a annoncé le futur départ du service, dès le mois de septembre, vers un bâtiment du ministère des Finances dans le 20^e arrondissement parisien, très éloigné de l'hôpital et des arrondissements qu'il dessert, cela sous prétexte de projet architectural. Or, comme nous l'avons rappelé dans un tract, ce type de service existe au nom de la proximité avec les services de soins, il est donc toujours situé dans l'hôpital concerné.

Nous avons aussitôt fait circuler dans l'hôpital une lettre ouverte pétition pour

alerter le personnel et exprimer à la direction notre désaccord avec ce projet. Et c'est avec plus de 500 signatures de personnels, infirmières, assistantes sociales, médecins, que nous sommes allés le dire au directeur au comité technique d'établissement du 27 avril dernier. Nous y avons dénoncé ce projet qui n'apporterait aucune amélioration du fonctionnement du service, mais bien au contraire que des inconvénients.

L'éloignement par rapport aux équipes de soins engendrerait des lenteurs dans les démarches, des reports de

tâches sur les équipes soignantes. Pour les patients : déstabilisation avec la perte du contact direct avec le service, déplacements et difficultés pour ceux qui seraient en incapacité de se rendre sur le futur site. De plus, ce projet, en compliquant nos conditions de travail, diminuerait le temps consacré à la gestion des dossiers. Et nous serions aussi pénalisés en tant que travailleurs: temps de transport, perte du restaurant du personnel, de la crèche, et nous devrions payer le stationnement.

Nous dénonçons aussi ce projet parce qu'il entre, et c'est sa vraie raison d'être pour la direction, dans le cadre de la loi Hôpital, patients, santé et territoires, dite loi Bachelot, qui vise à regrouper divers établissements pour en « mutualiser les moyens ».

Au comité technique d'établissement, le directeur a dit

que rien n'était décidé et qu'il n'irait pas à l'encontre de la position des usagers. Mais quoi qu'il en soit nous continuons à nous opposer à ce projet, car il supprimerait dans l'hôpital un service qui fonctionne bien

depuis des années. C'est d'ailleurs grâce à notre équipe soudée et appréciée dans l'hôpital que nous arrivons à nous faire entendre.

L'équipe des tutelles de Sainte-Anne



• Espagne

Défaite électorale socialiste

Le désaveu des travailleurs

Victoire du parti de droite, le PP (Parti populaire), défaite du PSOE (Parti socialiste) : l'issue des scrutins du dimanche 22 mai ne constitue pas une surprise en Espagne.

Tout le monde s'y attendait, le chef du gouvernement socialiste Zapatero le premier. Le PSOE perd plus d'un million et demi de voix (10 %) dans ces élections municipales et régionales (« régions » qui ont bien plus de pouvoirs qu'en France). Les socialistes n'ont gagné aucune région et en ont perdu quatre qu'ils dirigeaient (Castille-La Manche, Aragon, Baléares et Asturies) au profit du PP ou de partis régionalistes. Ils ont aussi perdu presque toutes les grandes villes, dont des bastions comme Barcelone ou Séville. Quant à Izquierda Unida (regroupement de partis à gauche, dont le Parti communiste), elle a modestement progressé, augmentant son score de 200 000 voix, pour obtenir 6,3 %.

Le Parti socialiste paie donc sur le plan électoral la politique antiouvrière qu'il mène au gouvernement. Car comment les travailleurs auraient-ils pu adhérer aux mesures qu'il a prises face à la crise? Zapatero et ses ministres ont gouverné et continuent à gouverner comme n'importe quel gouvernement au service des capitalistes. Pas question pour eux de toucher aux intérêts des actionnaires et des banquiers.

Toutes les mesures prises visaient à faire payer la note aux travailleurs. La crise de l'immobilier a jeté au chômage des milliers d'entre eux. Avec l'envolée du prix des crédits certains ont perdu leur maison. Pour un patronat toujours plus vorace et jouant du chantage

aux licenciements, le gouvernement a revu la législation du travail, permettant les licenciements plus rapides et à moindre coût. La précarisation s'est développée et les salaires peuvent plus facilement être revus à la baisse. Telefonica annonce 6 000 licenciements en même temps que le partage des profits pour les actionnaires!

Mais ce n'est pas tout. Afin de satisfaire les banquiers et de réduire le montant de la dette, Zapatero a imposé des économies conséquentes dans les dépenses publiques. Les salaires des fonctionnaires ont été baissés de 5 % en moyenne. Et ce sont aussi les coupes claires dans les budgets des services publics de l'État et des collectivités locales. L'éducation, la santé sont mises à mal, des salaires sont versés avec retard et les effectifs sont revus à la baisse. C'est ainsi qu'en quatre ans le chômage

est passé de 8 à 21 %, touchant 40 % des jeunes!

Et c'est sans parler de l'écœurement qu'ajoutent les scandales de corruption qui éclaboussent de nombreux politiciens, de droite mais aussi de gauche, comme en Andalousie où les dirigeants socialistes de la junte ont puisé dans des fonds spéciaux au profit de leurs proches.

Le Parti populaire, fort de sa victoire et de sa mainmise sur les pouvoirs locaux, demande que la date des élections législatives prévues pour 2012 soit anticipée. Zapatero, quant à lui, annonce qu'il ne sera pas candidat pour 2012, mais réitère ses objectifs : « *Achever la législature afin de mener à bout les réformes indispensables pour consolider la reprise économique* », en clair

continuer ce qu'il a entrepris... contre les travailleurs.

La droite au pouvoir dans les régions aujourd'hui, et qui fera tout pour être au pouvoir demain, poursuivra la même politique antiouvrière avec beaucoup d'arrogance et de propagande réactionnaire en plus. En Espagne comme en France, la vie politique est rythmée par l'alternance au pouvoir de la gauche et de la droite. Mais le vrai pouvoir est celui des banquiers et autres capitalistes, qui continuent de plonger dans la misère ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. Pour vraiment changer le cours des choses, les travailleurs devront se servir de leur force, non dans les bulletins de vote, mais dans la lutte afin de faire payer la crise aux capitalistes.

Hélène GRILLET

La contestation des « indignés » continue

Le mouvement 15-M (15 mai), comme il s'appelle aujourd'hui, a marqué la dernière semaine électorale en Espagne, faisant souffler un air vivifiant et entendre une autre voix que celle des politiciens de droite du Parti populaire (PP) et du Parti socialiste (PSOE).

Dans plus de 150 villes du pays, des jeunes pour la plupart ont transformé leur manifestation en occupation d'une place et en « campement ». Ils tenaient par là à faire connaître leur rejet des deux grands partis politiques. Ils appelaient à « une vraie démocratie, maintenant » ; un mot d'ordre vague allant de pair avec la dénonciation des injustices de cette société, en particulier le chômage ou la misère. Ils ont réussi à occuper les lieux y compris pendant le week-end électorale, entendant y rester encore une semaine.

La Puerta del Sol à Madrid en particulier continue à attirer des milliers de jeunes et moins jeunes venus pour voir, discuter et respirer un air de liberté et de contestation, dans un climat politique morose marqué par la dégradation du niveau de vie qui touche la majorité de la population et par les attaques contre le monde ouvrier.

En Espagne, le chômage frappe particulièrement les jeunes, diplômés ou pas. Beaucoup habitent chez leurs



Rassemblement des « indignés » Puerta del Sol à Madrid.

parents et il n'est pas rare pour des trentenaires d'y revenir après la perte d'un emploi ou parce que leur salaire est devenu insuffisant. L'avenir semble d'autant plus bouché qu'avec les deux partis qui alternent au pouvoir c'est la même politique d'austérité, les scandales financiers, et la corruption qui dominant. Quant aux deux centrales syndicales majoritaires, CCOO (Commissions ouvrières) et UGT, elles n'ont fait qu'accompagner le gouvernement dans ses réformes antiouvrières.

En avril dernier, quelques centaines de jeunes, sous le nom de « la jeunesse sans avenir », avaient manifesté leur colère. Sur Internet, des

réseaux se sont constitués réclamant « la démocratie réelle, maintenant », se référant pour la plupart aux récents mouvements dans les pays arabes, et appelant à une manifestation le 15 mai. Ce jour-là, ils furent des dizaines de milliers à avancer des slogans comme « *Indigne-toi* », « *Sans travail, sans logement, sans retraite, sans peur* ». On a pu entendre crier : « *PPSOE, ne les vote pas* » (un raccourci pour dire ne vote pas pour eux), ou bien affirmer : « *Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers.* »

Le caractère un peu vague de ces mots d'ordre permettait à chacun d'y donner le contenu de son choix. Pour tous les

participants, ce fut un succès et un encouragement à poursuivre dans toutes les villes et à occuper les lieux jusqu'au dimanche des élections. Il y eut quelques échauffourées avec la police, la junte électorale interdit le rassemblement pour le samedi, « jour de réflexion » (électorale), mais aucune autorité n'osa finalement les déloger.

À Madrid, à Barcelone, à Séville, ces campements s'organisèrent avec stands, forums de discussions, commissions de toutes sortes, les appels, résolutions étant largement diffusés via Internet. La Puerta del Sol s'est transformée en « place de la Solution », signe des pré-occupations des « indignés ».

ARC Le manifeste élaboré à Madrid dénonce comme des « infamies », FMI, PP, PSOE, Banque centrale européenne, agences de notation... Mais que faire? Les indignés revendiquent la réforme de la loi électorale, cherchent « *des alternatives de participation citoyenne* » et ne manquent pas de se référer à l'exemple islandais.

Marqué par le rejet des partis politiques, prônant l'intervention « citoyenne », le mouvement du 15-M recherche un certain consensus qui limite pour l'instant ses objectifs. Or le vrai débat ne fait que commencer : comment empêcher les banquiers de nuire? Comment en finir avec le chômage? Comment changer cette société? Quel peut être le rôle de la classe ouvrière, qui produit toutes les richesses, dans les luttes politiques et sociales? Les initiateurs du mouvement restent très imprécis.

En tout cas cette poussée contestataire de ceux que des milliers et des milliers de travailleurs appellent « los chabales » (les jeunes) secoue ceux qui depuis des années subissent les coups et se sentent impuissants. C'est une bouffée d'espoir pour tous ceux qui ne veulent plus subir la crise et qui, mobilisés, pourraient avoir la force de s'en prendre aux vrais responsables, les capitalistes.

H. G.